

L'ACTION NATIONALE



L'ACTION NATIONALE	<i>A nos abonnés.....</i>	65
Arthur LAURENDEAU	<i>Une politique nationale: la situation est-elle acceptable.....</i>	68
Guy FRÉGAULT	<i>Voix de la jeunesse. Où est la révolution.....</i>	81
Anatole VANIER	<i>Politique extérieure.....</i>	90
Roger DUHAMEL	<i>Se battre ? Contre qui ?.....</i>	104
André MAROIS	<i>Pour vivre.....</i>	111
Étienne ROBIN	<i>Vous pouvez le répéter.....</i>	119
THÉOLOGUS	<i>En marge d'un entretien.....</i>	123



REVUE MENSUELLE

Volume IX • Numéro 2

• • FÉVRIER 1937 • •

Ligue d'Action Nationale

3472, rue Hutchison

• • Montréal • •

Les produits de l'érable CITADELLE sont les plus doux produits que la nature puisse donner à l'homme.

—

Si votre épicier n'a pas en mains ces produits, écrivez à: —

Les PRODUCTEURS de SUCRE d'ÉRABLE

DE QUÉBEC

Bureau-chef — 5 avenue BEGIN, LEVIS

Entrepôt — PLESSISVILLE, Cté Mégantic

L'Action nationale, publiée par la Ligue d'Action nationale, est un organe de pensée et d'action au service des traditions et des institutions religieuses et nationales de l'élément français en Amérique. Elle paraît tous les mois, sauf en juillet et en août.

Les directeurs de la Ligue sont: MM. Esdras Minville, président; Hermas Bastien, secrétaire; Pierre Homier, l'abbé Lionel Groulx, Eugène L'Heureux, Olivier Maurault, p.s.s., Anatole Vanier, l'abbé Albert Tessier, Arthur Laurendeau, René Chalout, Albert Rioux, Dr Philippe Hamel, Léopold Richer, Dominique Beaudin, André Laurendeau, Maximilien Caron, Dr Antonio Barbeau.

Directeur de la Revue: Arthur Laurendeau.

Pour tout ce qui concerne et la rédaction et l'administration de la revue, s'adresser à

L'ACTION NATIONALE

3472 rue Hutchison

::

Montréal

Le directeur de la revue, M. Arthur Laurendeau, reçoit à cette adresse, le mercredi, de 3 à 5 heures

L'abonnement est de \$2.00 par année.

Tous droits réservés — Ottawa 1933.

SEMAINES SOCIALES DU CANADA

SÉRIE COMPLÈTE

Les cours et conférences de chaque Semaine Sociale tenue au Canada depuis la fondation de l'oeuvre en 1920 ont été publiés en volume. En voici la liste:

I—Montréal, 1920, L'ENCYCLIQUE <i>Rerum novarum</i>	\$1.50
II—Québec, 1921, LE SYNDICALISME	2.25
III—Ottawa, 1922, LE CAPITAL ET LE TRAVAIL	1.50
IV—Montréal, 1923, LA FAMILLE	1.50
V—Sherbrooke, 1924, LA PROPRIÉTÉ	1.50
VI—Trois-Rivières, 1925, LA JUSTICE	1.50
VII—Québec, 1927, L'AUTORITÉ	1.50
VIII—St-Hyacinthe, 1928, LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE	1.50
IX—Chicoutimi, 1929, LA CITÉ	1.50
X—Ottawa, 1931, L'ÉTAT	1.50
XI—Montréal, 1932, L'ORDRE SOCIAL CHRÉTIEN	1.50
XII—Rimouski, 1933, LE PROBLÈME DE LA TERRE	1.50
XIII—Joliette, 1935, L'ÉDUCATION SOCIALE	1.50
XIV—Trois--Rivières, 1936, L'ORGANISATION PROFESSIONNELLE	1.50

Comme quelques volumes — entre autres le IV, LA FAMILLE — sont presque épuisés, ils ne se vendent qu'avec la série complète.

On peut encore se procurer cette série à un prix de faveur: \$18.00 (au lieu de \$21.75) plus les frais de port.

Les bibliothèques publiques, les maisons d'éducation, etc., devraient profiter de cette offre. Car bientôt, étant donnée la rareté de quelques sujets, la série complète se vendra au prix élevé des volumes rares.

Secrétariat des Semaines Sociales
1961, Est rue Rachel - - Montréal

Pour votre santé —

Mangez tous les jours 2 ou 3 carrés

LEVURE
LALLEMAND

Fraîche

Les médecins recommandent la levure fraîche. La Levure fraîche Lallemand est très riche en vitamines B, G et D. Sa haute qualité et sa pureté sont assurées par les années d'expérience de la maison Lallemand. En vente chez les épiciers et les pharmaciens.

LA COMPAGNIE

F.-X. DROLET

Ingénieurs — Mécaniciens — Fondateurs

Spécialités:

ASCENSEURS MODERNES DE TOUS GENRES
SOUDURES ÉLECTRIQUES ET AUTOGENES, ETC.

206, RUE DU PONT - - - - - QUÉBEC

D'HIER à AUJOURD'HUI !

Les goélettes furent en usage autrefois... mais les nouveaux moyens de transport les ont éliminées.

Une banque moderne met à votre disposition des moyens modernes de voyager, tels que: chèques de voyageurs, lettres de crédit circulaires, etc., etc.

CONSULTEZ NOTRE INSTITUTION AU SUJET DES DIVERS SERVICES D'ORDRE BANCAIRE QUE NOUS MAINTENONS.

LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA

Lisez

“LE DEVOIR”

LE JOURNAL DES GENS QUI PENSENT

Vient de paraître:

XIVème Semaine sociale du Canada
Trois-Rivières 1936

L'Organisation professionnelle

Compte rendu des cours et conférences



Volume de 390 pages
\$1.50; franco, \$1.65



Secrétariat des Semaines sociales

1961, rue Rachel Est
MONTREAL

Pour mieux connaître les Encycliques

PLANS D'ÉTUDE

Afin de faciliter la connaissance de la doctrine sociale de l'Eglise, l'"Ordre nouveau" publie en feuillets les plans d'étude qu'il donne depuis novembre dernier sur les encycliques.

Ces feuillets se vendent
10 sous la douzaine, 70 sous le cent.



Un spécimen sera envoyé gratuitement à tous ceux qui en feront la demande, accompagnée d'un timbre d'un sou.



Ecole Sociale Populaire

1961, rue Rachel Est, Montréal

A nos abonnés

Chaque année la nécessité nous contraint à la même tâche ingrate. Il nous faut reléguer les questions de haute actualité, les problèmes urgents qui appelleraient un mot d'ordre décisif et ramener l'attention de nos lecteurs sur une question bien terre à terre, mais vitale pour nous: le réabonnement.

Nous voici à la fin de février. Un appel a déjà été fait à nos abonnés dans la livraison de janvier. Trois cents environ ont répondu. Trois cents sur plus de deux mille. Et les autres ? Les autres, ah ! ils continuent à recevoir leur revue, ils la lisent avec intérêt, ils la critiquent parfois, plus souvent ils s'en inspirent pour leurs idées, leurs conversations, leurs discours même, mais à lui donner son dû, à la faire vivre, à empêcher que sa lumière ne s'éteigne comme tant d'autres faute d'huile pour alimenter sa flamme... ont-ils vraiment le temps de songer à cela ?

Hélas ! nous, il faut bien y songer. Car l'imprimeur, et la poste, et nos autres créanciers, ne l'oublient pas, eux, et ils se permettent d'y attirer notre attention. Bref, si nous voulons non pas développer notre oeuvre, mais tout simplement la continuer, la faire servir les grands intérêts de notre nationalité, à une époque de plus en plus critique, nous avons besoin de nos abonnés.

Vous comprendrez, ami lecteur, que nous ne mettons pas en doute votre attachement à la revue. Mais l'oubli, la négligence, les affaires pressantes vous

ont fait remettre à plus tard le paiement de votre abonnement.

N'attendez pas plus longtemps. Votre abstention pourrait avoir des conséquences que vous seriez le premier à regretter.

L'ACTION NATIONALE

NOTA.—Consultez la bande de la revue, et si à droite de votre adresse il n'y pas le chiffre 37, vous êtes en retard. Aucun risque d'ailleurs à courir. Si vous payez un abonnement déjà soldé votre argent vous sera crédité pour l'année 1938.

Il est urgent que la politique du Québec, affirme notre personnalité française et carholique; et cela sans hésitation, sans tergiversation. Nous sommes à la croisée des chemins: c'est le temps de choisir la voie qui nous mènera à la synthèse des aspirations éparpillées dans notre passé. Tous ces désirs confus, imprécis, commencent à prendre corps, à se régler dans une constante fixe. Tout le vieux fonds de notre peuple si proche et si lointain, se cherche une issue, et dans sa plasticité, travaille à s'incarner. La politique aura son rôle à jouer. Préparons-nous à cette tâche.

"La suprême erreur, comme le dit très bien Berdiaëff, serait de croire qu'un régime social et politique appartient à l'éternité alors qu'il n'appartient qu'à l'histoire. Et le Christ, parlant des choses qui passent, a commandé dans une formule impérissable de *laisser les morts enterrer les morts.*"

(Emile BAAS - Cahiers du cercle sainte Jehanne)

Une politique nationale

SCHÉMA DE NOTRE ENQUÊTE

- MM. Maximilien CARON — 1er article: Fondement philosophique, historique et juridique.
- Arthur LAURENDEAU: 2e article: La situation actuelle est-elle acceptable?
- Abbé GROULX—3e article: L'intérêt qu'ont les Canadiens français, à tous points de vue, à rester eux-mêmes, à se développer dans le sens de leurs innéités.
- Léo PELLAND—4e article: La politique canadienne-française et nos intérêts moraux; mariage, respect du dimanche, méthodes d'affaires, etc.
- Abbé TESSIER—5e article: La politique canadienne-française et nos intérêts culturels: presse, radio, cinéma, tourisme, etc.
- Hermas BASTIEN—6e article: La politique et notre culture: l'enseignement.
- Léopold RICHER—7e article: La politique au point de vue économique. Orientation à donner à cette politique, ressources naturelles; agriculture et industrie.
- Esdras MINVILLE—8e article: La politique au point de vue économique; organisation corporative.
- Anatole VANIER—9e article: La politique canadienne-française et le fédéral.
- L. D. DURAND—La politique canadienne-française et les minorités.
- Arthur LAURENDEAU—Conclusions.

La situation actuelle est elle acceptable?

Elle ne l'est pas. Parce que depuis 70 ans, nous pataugeons dans la boue malaxée des luttes électorales. Toutes nos énergies se sont dépensées à nous dresser les uns contre les autres, armés, les uns du gourdin *rouge*, les autres du rondin *bleu*. Je crois pour ma part, que si les éducateurs et la famille ont tant baissé depuis 70 ans chez nous, si l'absence d'éducation nationale a abouti à une vie intellectuelle pauvre, une vie sociale nulle, une vie individuelle stérile, c'est *surtout* parce que le politicien, installé aux points stratégiques de notre organisme, nous a maintenus dans une sécurité fallacieuse, dans l'engourdissement par le ronron artificiel de la bonne entente. Un exemple illustre exceptionnellement cette affirmation. Une chaire d'histoire fut-elle fondée à l'Université de Montréal qu'aussitôt, un politicien bien en place, se charge de proposer au titulaire un engagement par lequel il ne devra rien écrire contre la Confédération. L'esprit de parti s'appuie sur le sentiment confédératif. En agissant ainsi, ce politicien ne manquait pas d'effronterie; mais il avait aussi la clairvoyance de ceux qui savent protéger leur propre derrière.

Et en effet ce que M. Groulx apportait avec lui, avec une grande pureté d'intention et de principe, c'était cette vérité nationale qui, ayant réussi autrefois à la communauté canadienne-française,

lui ayant donné son originalité propre, sa personnalité, devait réussir encore dans un essor plus marqué, vers une originalité beaucoup plus créatrice, à la faveur d'un rajeunissement accordé aux faits actuels, dans un environnement nouveau. Le bonhomme qui proposait un tel marché ne manquait pas de flair. Il voulait consolider sa position et celle des siens.

Car nous étions victimes de cette forme d'étatisme, qui est la pire, celle des irresponsables. L'État, c'était le parti. Le bien commun pour le *rouge* ou le *bleu*, c'était le bien du parti. La nation, c'était M. X, chef du parti libéral ou du parti conservateur. Il fallait maintenir notre peuple dans une telle décadence patriotique pour mieux le tailler en pièces. Depuis que durait le règne des politiciens, nous avions perdu tout contact avec le passé! Depuis Ferland nous n'avions plus d'historien. Tous nos affaisements venaient de là. L'histoire, c'est le remède à tous les maux.

Un homme sain, c'est quelqu'un qui est fils, petit-fils de père et mère avouables et recommandables. C'était comme si nous n'avions plus eu de parents: et si un des termes les plus injurieux est celui de *sans famille*, comment qualifier les hommes que nous étions devenus, en cette grande carence de l'histoire, et qui allaient à la découverte d'aïeux moins exigeants, qui fussent un peu anglais ou iroquois, et surtout moins français; en tout cas, d'une mixture telle qu'il devint moins gênant de faire et de parler comme si plus rien de français ne devait

survivre en nous. Pour affaiblir un peuple vigoureux et sain comme le nôtre, il fallait se méfier du *national*, lequel, en tranchant le nœud de vipère de l'esprit de parti, de la caisse électorale, de la dictature économique, pouvait provoquer un réveil des énergies foncières.

Où est le politique chez nous, qui ait lié ensemble la politique et la nation ? (Il y a quelques exceptions que tous connaissent et dont ce n'est pas le moment de relater les échecs, nous parlons de l'ensemble). Qui a travaillé à faire de la politique, chez nous, une autorité dispensatrice de courage et de persévérance française ? Qui a proposé à notre peuple une vie intégralement, puissamment française, dans l'école, dans la famille, à l'usine, aux champs ? Qui a jamais essayé de donner un sens réel au mot : *État français* ? Où est le politique, jusqu'à ces dernières années, qui ait apporté une foi française, une espérance française, une joie française par-dessus les monts et les plaines de la Laurentie : un pouvoir organisateur, unificateur de l'effort français ? Au contraire : la politique du Québec a presque toujours subi l'élan national, quand elle ne l'a pas asphyxié. Le moral de notre peuple a été constamment menacé par une ambiance hostile, une méfiance tenace ou une indifférence apathique. Dans ce duel tragique, qui nous a donné le coup de main libérateur et soutenu le vieil instinct français ? Notre résistance s'est organisée jusqu'à présent en marge de la politique, et si le trop-plein de cellules de plus en plus nombreuses et de plus en plus virulentes commence à

déborder dans les cadres parlementaires, c'est par le rayonnement de l'histoire.

Sur quoi s'appuient ces affirmations d'une carence aussi générale ? Faisons parler les faits du domaine économique.

Il y a une quarantaine d'années, nous possédions presque toute la grande industrie du Québec. Nous appartenait : les tramways de Montréal, les compagnies électriques, le textile, le caoutchouc, le papier, la flotte fluviale. Sept ou huit banques, Ville-Marie, du Peuple, St-Hyacinthe, Cantons de l'est, Nationale, Hochelaga, Provinciale, commençaient à drainer nos épargnes. Nous avions des cales de construction, des machines agricoles (naturellement ce brave monsieur Beauchemin de Sorel appelait du nom de "Warrior" les batteuses, les faucheuses, les moissonneuses, les manèges, etc. qu'il vendait à peu près exclusivement au paysan canadien-français). A Lévis, Carrier-Lainé fabriquait de gros engins, des bouilloires, toute la machinerie lourde. Nous avions toutes les grandes tanneries, la chaussure, etc., etc. Cette énumération pourrait se continuer : cette liste n'est-elle pas suffisante pour prouver que notre armature économique était forte ?

Quand commença l'invasion du capital étranger¹ nul doute que si nous avions su nous servir des leviers de commande du politique, jamais cette richesse ne nous aurait été enlevée. Si l'arc-

¹ Nous n'oublions pas les culpabilités individuelles où il faut remonter jusqu'à l'éducation : nous nous bornons aujourd'hui à l'aspect politique.

boutant qui accote le reste n'eût fait défaut, si nous avions eu une politique canadienne-française qui eût travaillé tous les jours de l'année en notre faveur, jamais nous n'aurions été dépossédés de façon aussi brutale et aussi totale. Une politique basée sur l'intérêt primordial des Canadiens français n'aurait jamais laissé aller à la faillite, à la spoliation ou à l'extinction, des organismes aussi pleins de vitalité et de promesses majeures.

Pendant le temps où s'exécutait cette manœuvre qui allait préparer notre asservissement, que faisaient les politiciens ? Ils nous invitaient à vivre dans une douce sécurité où les paroles de bonne entente rimaient à cette phrase : laissons-les mourir de leur belle mort. Tous les cercles juridiques, économiques et même géographiques (cette perte du Labrador, quelle coupure dans notre entité territoriale) dans lesquels on voudrait nous rétrécir et nous ligoter tendaient à nous étouffer. Il est possible d'imaginer un peuple assez éduqué pour suppléer aux carences de l'État. Le nôtre, déprimé dans l'ignorance de son histoire n'était pas prêt à offrir cette suppléance.

L'éducation nous fournissait ces hommes de paille qui accéléraient la dégringolade. Un peuple vit de son histoire et nous n'avions plus d'historien. Pour créer du neuf, il faut de l'ancien. Une nation qui veut du *fort* et du *puissant* doit avoir un centre, une idée puisée dans le passé, s'y serrer, s'y coller étroitement. La base historique manquant à notre formation, presque tout le reste tombait. Des hommes vides de tout concept national, sans direc-

tives, sont toujours prêts à subir le joug de l'étranger. Nos hommes politiques n'ayant aucun principe à défendre, il leur suffisait d'être souples, retors, pour rallier presque tout le monde à l'entour d'une crèche, du moins, tant qu'il y eut de l'avoine à manger.

L'exemple du Portugal est significatif. Salazar, pour refaire son peuple, s'appuie sur l'élément historique. Le grand siècle du Portugal, c'est le quinzième, celui des Vasco de Gama, Henri le Navigateur, Albuquerque. Salazar est devenu ce qu'il est, une des plus fortes personnalités politiques du monde, créateur d'un État catholique et national, en disciplinant le peuple portugais dans un ordre appuyé sur les leçons de ce quinzième siècle. Fécondité inouïe de l'histoire. En quelques années, transformation radicale d'un peuple gâté par toutes les déchéances, morales et physiques.

La jeunesse chez nous sent cela très vivement. La jeunesse encore divisée, mais dans une dispersion que corrigera le type historique proposé; postule, réclame déjà la solution du problème de notre destinée comme peuple français d'Amérique, par la réintégration de ces qualités qui firent prospérer nos ancêtres et que nous avons oubliée. Entée sur le passé, y scrutant ses richesses, d'un regard méditatif, contemplant cette gloire ancienne, elle refait sa fierté fondamentale. Après ces 70 ans de halte peureuse et démissionnaire, elle retrouve la vieille image féconde d'un pays français, d'un État français. Pour reprendre cette course du flambeau, elle se lie à ses grands-pères contre ses propres

pères pour mieux exorciser la décadence présente que 70 ans de saoulerie démagogique, verbale et alcoolique avaient préparée.

Devant ces générations de légistes étroits, butés et quelquefois corrompus, travaillant contre le pays *vivant*, celui de la vraie famille canadienne-française, de la vraie paroisse canadienne-française, de la vraie profession canadienne-française, nourris grassement par — une dictature d'argent qui les alimentait de sa caisse hostile à toute forme de nationalisme même bénin; et n'offrant pour toute compensation que le spectacle de leurs disputaileries, de leur *gueulage* intéressé et souvent vénal, la jeunesse est prise d'un haut-le-cœur violent dont l'évolution ne sera pas flatteuse pour les maîtres qui voudront continuer de nous asservir. On a fini de nous enfermer dans la décadence. Nous sommes à un départ: nous partons vers l'aventure d'audace et de croisade.

Du moins, y eut-il des domaines où l'action des politiciens fut moins dangereuse que dans celui de l'économique? Réponse — De 1870 à 1890, soit en vingt ans, un tiers de la population canadienne-française émigre aux États-Unis. Un "*grand*" chef d'État en profite pour prononcer ces paroles effarantes, dignes du plus sinistre crétin: "Laissons-les partir, c'est la canaille qui s'en va". — Plus près de nous, en 1923, et dans cette seule année, 72,000 habitants du Québec traversent la frontière.

Supposez qu'en France, peuple de 40,000,000, de grande unité ethnique et de fort encadrement, un ministère ait à répondre à l'accusation d'avoir

laissé partir 72,000 Français en une seule année. Posons-nous cette question pour enlever toute passion à ce débat, comme si ça se passait en Europe. Et cette suite ininterrompue de suicides, de boucheries pour un petit peuple qui a besoin de ramasser toutes ses forces, de n'en laisser gaspiller aucune, pour mieux résister à l'environnement, se pratiquait dans le même temps où l'on invitait avec insistance le capital étranger à venir se fixer en maître chez nous. Notre noyau central allait s'affaiblissant en même temps que les puissances diviseuses pénétraient avec plus de liberté dans notre organisme affaibli. Je crois qu'on peut dire sans exagération que la bonne moitié de notre peuple s'est expatriée dans une dispersion lamentable.

Et le remède, on l'avait sous la main. La colonisation restait la plus saine et la plus exploitable de nos richesses. Nous avons encore en notre province de 10 à 12,000,000 d'acres de bonne terre arable; nous avons près de cent mille fils de cultivateurs à qui il faudrait procurer un établissement agricole. Nous ne manquons ni de courageux ni de forts. Mais depuis Mgr Bourget jusqu'à ces toutes dernières années, la même apathie, la même insouciance a usé les efforts les plus grands. "*La colonisation a subi depuis longtemps une éclipse dans notre province*" (Mgr Georges Gauthier). "*On a oublié trop longtemps de parler de colonisation à notre peuple*" (le cardinal Villeneuve). En ces dernières années, des sommes considérables, votées pour la colonisation, sont dépensées en pur gaspillage, pour la construction de ponts, de bouts de route,

qui aboutissaient principalement à la caisse électorale. *"Qu'il y ait de la misère dans les pays surpeuplés... c'est explicable; mais que dans de grands pays chrétiens, riches par leur sol et leurs ressources naturelles illimitées, des milliers de gens crèvent de faim et couchent dehors, ce n'est pas explicable par les seules causes matérielles"* (l'abbé Jean Bergeron, missionnaire colonisateur). Ces échecs sont traditionnels chez nous.

Dès 1848, Mgr Bourget avait chargé l'abbé O'Reilly de fonder une Association de Colonisation pour favoriser l'établissement des nôtres dans les cantons de l'est. Depuis cette époque reculée jusqu'à nos jours, depuis Mgr Bourget jusqu'au cardinal Villeneuve, notre clergé a mené rudement et tenacement la lutte en faveur de la colonisation. Les mêmes obstacles, le même défaut d'organisation, les mêmes entraves viennent des politiciens et de l'État. Ceux qu'on appelait avec mépris les *Jarrets-Noirs* (on désignait ainsi les colons des cantons de l'est et de la Beauce qui se fixaient sur ces terres noires qui passaient alors pour impraticables) ne rencontrèrent jamais chez nos hommes publics que la superbe la plus dédaigneuse, dans la pratique, malgré les phrases ronflantes et sonorement creuses des tribunes électorales. (Nous répétons qu'un Mercier et quelques autres doivent être mis à part.)

Et remarquez que tous les partis participaient à une politique aussi mesquine. Les batailles se faisaient toujours alentour de la crèche et non alentour d'idées. Tous ces agités qui se donnaient

des airs dévorants entre eux ne cherchaient à se supprimer mutuellement que pour continuer la même curée, inspirés des mêmes cupidités et du même nihilisme patriotique.

Dans le domaine de l'instruction, si nous examinons la liste des membres laïques du Conseil de l'Instruction Publique, nommés par les Gouvernements successifs, nous y constatons qu'à côté d'un certain nombre d'hommes de valeur il y eut aussi des nominations qui avaient un caractère politique. Du reste, tous les Gouvernements qui se succédaient au pouvoir sentaient, confusément mais vivement, que d'un grand et unanime mouvement national, organisé à l'école d'abord et à toutes les hiérarchies de l'enseignement, les partis sortiraient affaiblis et boiteux; alors on se méfiait de l'éducation nationale, dont on ignorait même le nom. Cependant, le nationalisme des petits peuples est sans doute le seul qui soit empêché par sa faiblesse même, par l'infériorité numérique de ses participants, de devenir impérialiste. Pour lutter contre des forces matérielles accapareuses et absorbantes, le nationalisme des petits peuples, incapable de conquête, sur le terrain du nombre, des pondérables et de la force brutale, est tenu de refluer vers son centre moral. C'est pour cela qu'il n'est jamais une mobilisation *contre les autres*.

Les gouvernements de l'avenir devront donc chercher à fortifier le nationalisme canadien-français, dont l'ordre général ne peut que profiter en notre province. Que dire du système de *subventions*, qui tient la dragée haute aux maisons

d'enseignement supérieur et primaire et dose les faveurs selon les caprices ou les empiétements du pouvoir central ?

Au début de cette renaissance nationale incontestable, où trouvons-nous dans le passé, et principalement, les éléments d'une politique vraiment canadienne-française ?

Il semble que jusqu'à présent nous avons eu deux fortes têtes politiques, d'un réalisme sain, où se trouve l'essentiel de constructions reliées au passé et tournées vers l'avenir.

Mgr Bourget, en même temps qu'il multipliait ses fondations éducationnelles, qu'il organisait des sociétés de colonisation, fondait la Banque d'Épargne, couvrant ainsi tous les domaines de nos ambitions légitimes. Un esprit appliqué avec une telle constance (toute une vie), à créer des organismes de défense et d'action, dans le domaine culturel, éducationnel, national, religieux, révèle sa puissance. Tout dans ce prêtre, hautement sacerdotal, indique le positivisme des grands mystiques, qui part du plus humble détail pour s'élever aux plus hauts objets (tout, jusqu'à sa répugnance pour la confédération). Nul chez nous, parmi les morts, ne paraît avoir plongé dans l'avenir de notre peuple, d'un œil lucide, éclairé des lumières surnaturelles, un regard aussi ferme et aussi divinateur.

L'abbé Groulx aura montré, dans son œuvre, la ligne droite d'une politique canadienne-française. On peut facilement l'y déceler dans son évolution. Dans cette crise grave que vous sommes en train de résoudre et de vaincre, pourquoi voit-on venir

de tous les côtés des hommes se grouper alentour de sa doctrine ? Parce qu'elle est la réponse la plus ample, la plus large qu'on ait encore donnée au pourquoi mystérieux de notre histoire. Cette œuvre nous complète. Elle est jusqu'à date, la charte la plus sûre de notre vie.

Et à ceux qui seraient étonnés de voir invoquer le témoignage de deux ecclésiastiques en une matière qui semble exclusivement profane aux esprits superficiels, lisez ces paroles d'un des bons esprits du monde européen, appliquées à Salazar, et qui conviennent à ces deux prêtres de chez nous, qui ont fait plus que de la grande politique, qui l'ont préparée et inspirée :

"A des moments comme ceux que nous sommes contraints de vivre, l'homme le plus immédiatement nécessaire, c'est le grand homme d'État. Or le grand homme d'État est plus rare dans l'histoire que le grand savant, le grand artiste ou le grand penseur. Le grand homme d'État a ceci de particulier que, généralement, il ne vient pas de la politique, mais d'ailleurs. Parce qu'il vient d'ailleurs, il apporte avec soi des réserves intactes, des idées nouvelles, une autre atmosphère. Il est le contraire du politicien qui est déjà usé lorsqu'il entre au pouvoir et qui a déjà pris des habitudes. Le politicien s'adapte aux événements, mais il est incapable de les faire. Il voit le moment, mais il est incapable de voir l'époque. Il calcule d'après les nombres, jamais d'après des forces. En revanche, le grand homme d'État commence par prendre conscience de sa force à lui. C'est d'abord sur elle

qu'il s'appuie et qu'il compte; les autres, le nombre, ne viennent qu'après. Comme le grand artiste auquel il s'apparente étroitement, il possède un génie créateur, un style qu'il impose à tout ce qu'il construit. Il sculpte un type d'homme qui servira de modèle à tout un peuple. Devant ce peuple et devant lui-même, il pose un but. Il unifie sa vie et celle de son peuple autour d'un idéal. Il est un être immuablement concentré; c'est ainsi qu'Emerson définit le héros. Pour lui, l'action est vraiment la sœur du rêve. Il réalise ainsi cet accord de l'action et de la pensée qui est plus exceptionnel qu'un miracle. Mais sa pensée n'est jamais abstraite, jamais dans les nuages. Elle prend un peuple, une terre, une histoire dans leur totalité, dans leur essence, dans leurs constantes, à une heure où la nation doute de soi, risque de s'abandonner, cherche sa route, exige une nouvelle raison d'être. Cette nouvelle raison d'être, le grand homme d'État la fait surgir, il l'insuffle dans l'âme de son peuple que, soudain, il porte d'un élan unanime vers l'avenir." (Gonzague de Reynold, dans *Portugal*.)

Arthur LAURENDEAU

"...on n'est jamais vaincu que par les puissances spirituelles que l'on ne comprend pas." (H. DE MAN)

Dans le numéro de mars, on trouvera une étude poussée de l'œuvre dramatique du Père Gustave Lamarche, C.S.V., par notre critique, le père Brouillard.

Où est la révolution ?

VOMITORIUM DE PSEUDO-RÉVOLUTIONS

La jeunesse se réveille. On le dit, tout le monde le dit. Et c'est vrai.

La jeunesse se révolte. Cela est aussi vrai. C'est même pour cela qu'elle se réveille : crier son dégoût et son refus à un monde sordidement traître aux réalités humaines et pourri jusqu'au cœur. Nous avions toujours accoutumé de voir la scène occupée — encombrée — par un ramassis de gérontes grassouilleux, égoïstes et abêtis. Aujourd'hui un remous se dessine, une bousculade se produit. Les jeunes entrent. Ils apportent avec eux un grand courant d'air vif qui décroche les toiles d'araignées, et découvre dans toute sa hideur la crasse accumulée sur notre vie depuis trop longtemps. Traînée d'enthousiasme.

Cependant... il y a un cependant. Non pas que je sois de l'avis de tels pleutres notoires, qui éprouvent un sadique plaisir à transir d'une douche froide nos idéals de jeunes, en étirant leurs lèvres dans un sourire de compassion méprisante — ces mêmes lèvres qui viennent sans doute de baiser le "gras des reins" à quelque britisher omnipotent. Mais il faut voir plus loin que cet enthousiasme. Par-delà cette fièvre, il faut chercher si vraiment pointent des réalités salvatrices. Si derrière ce sursaut sympathique d'une vie jusqu'ici réprimée et niée, derrière ces "mouvements" surgis d'un jet,

ne se creuserait pas, peut-être, un vide décevant de mystique et de puissance spirituelle.

Car des "mouvements" existent, qui canalisent à leurs propres fins le haut-le-cœur spontané de notre génération devant une civilisation(!) homicide. Mouvements qui clament à la jeunesse de notre pauvre pays qu'en eux est la Révolution. Toute la Révolution.

Ils l'ont mis, ce mot, à la mode. Cent fois déboulé par des gueules plus ou moins "jeunes", il nous tombe dessus tous les jours à la façon d'une brique sur l'occiput. Les petits bourgeois livresques et gavés, les petits doctrinaires opiumés du stalinisme, les petits metteurs en scène de fascismes ridicules — brun ou noir — tous, depuis les déclamateurs constipés de *Clarté*, les comédiens ignares du P.N.S.C.,¹ se croient et se disent révolutionnaires à fond de train. Naïveté ineffable. Toutes ces élucubrations de petits suiveurs d'idéologies européennes mal digérées seraient franchement hilarantes, si elles ne se révélaient le signe d'une erreur aussi grossière que fatale. Erreur archibébête en effet que celle qui consiste à identifier chambardement, coup d'État, guerre civile à Révolution. Et erreur fatale, qui invite les jeunes à gaspiller le meilleur de leurs forces exaspérées au service de mythes alléchants, peut-être, mais pour sûr impuissants.

¹ Le Parti National Social Chrétien du Canada, *fadasse* décoction de nazisme, et de "bonne entente" pancanadienne.

On crie chez les uns: "La race est tout. Vive la race "canadienne"(sic)! Mort aux Juifs! *Le Juif, voilà l'ennemi!*"

Chez d'autres: "Vive le Front Populaire! Hourra pour Staline et ses porte-verges! Mort au capital! *Que les riches payent!*"

Ailleurs on braille à l'unisson: "Tout pour l'État. Nous tenons pour le corporatisme d'État. Merde à tout le reste!... Vive Mussolini!"

Au fond, qu'est-ce que tout ça ? Des "septembrisades" littéraires; un tas énorme de septembrisades littéraires recouvrant un petit monstre hypocrite qui se terre de son mieux dans tout ce fatras de rhétorique. Car, romaine ou moscovite, la solution que l'on propose s'avère singulièrement fallacieuse. Fallacieuse, oui, parce que communisme et fascisme ne sont que les deux faces mal camouflées d'un même janus: l'ETATISME.

La Révolution n'est pas là qui doit dégager la personne humaine de la griffe des monstres qui la saignent. Ce n'est certes pas en étouffant l'homme avec le carcan de l'État qu'on le libérera. Et ce n'est pas non plus avec des chemises (quelle que soit la couleur des chemises), des défilés, des poings tendus, des bras raidis, des vociférations à tous les diables. Et pas d'avantage en accrochant toutes ses espérances au profil d'un chef, si photogénique soit-il. C'est là de la foutaise toute crue, qui laissera toujours aussi tenaillante la faim au ventre de la jeunesse. Et celle, plus féroce encore, qui creuse son cœur rongé par des années d'une misère atroce.

Les mouvements qui veulent asservir l'homme à

l'abstraction stérilisante de l'État s'en vont tous, dégobillage d'irréel, pourrir dans le vomitorium des révolutions manquées parce que inhumaines et dépourvues d'assises spirituelles.

Qu'on ne m'accuse pas, ici, de nourrir de la tendresse à l'égard des ankylosés, des assis, qui persistent à moisir dans leur abjection, sous le falot prétexte que leur *idéal* (ô euphémisme!) se salirait au contact des réalités de l'action. Pas de pitié pour les jouisseurs, les profiteurs en rond, les caroteurs qui demeurent, (cela va de soi), les plus farouches tenants du désordre établi. Les uns et les autres sont d'ignobles salauds; ils devraient être noyés dans le purin de leur hébétude et de leur veulerie. Ce ne serait que justice.

Mais la vérité conserve ses droits.

Que les bourgeois nous horripilent, que leurs vues nous écœurent, c'est tout simplement naturel. Et nous n'avons pas tort de les détester. Toutefois, il ne faut pas nous laisser aller, pour autant, à une indulgence facile envers certains pseudo-réactionnaires, qui s'imaginent nous en imposer parce qu'ils lâchent de gros mots et se figent en des attitudes à la Mussolini. Pauvres cabotins qui ne sont pas loin de prendre leur nombril pour le centre de la terre. Poseurs dérisoires qui se croient personnages d'importance. Je conviens que leur agitation peut sembler plus sympathique que l'ataraxie des bourgeois. N'importe. Il faut se départir à leur endroit d'une bonasserie plutôt risible. La question est de savoir si, oui ou non, ils sont dans la vérité. C'est non ? Alors la bonhomie et le laisser-faire ne sont

plus de saison. Tapons à tour de bras. Les forces de la vraie Révolution sont trop belles pour les rapetisser à l'échelle de "mouvements" qui n'en sont que la sale caricature. Elles sont trop pures pour les laisser gâcher par la bave de folliculaires ambitieux et bravaches. Sans attendre plus longtemps, réagissons. Réaction violente contre les accapareurs et les détourneurs des aspirations vers un *Ordre nouveau* — qu'ils trahissent — situé bien au delà des frontières barbelées du communisme et du fascisme.

* * *

LA VRAIE RÉVOLUTION

Où est-elle ? Sans doute dans l'instauration d'un ordre vrai — pas d'une discipline brutale — procédant de la revision active de toutes nos valeurs.

Nous appuyons notre existence (pas notre vie; nous ne vivons pas) sur des valeurs qui n'en sont point. De là notre détresse. A part le christianisme, que nous vivons Dieu sait comment, nous ne réalisons aucune de ces idées-forces qui entraînent un peuple dans la voie héroïque de son accomplissement total. Au social, c'est entendu, nous roulons emportés par le flot pollué du libéralisme. Nous nous enlisons dans la plus sordide misère. Les méfaits de l'étatisme "libéral" (le paradoxe n'est que dans les mots; la chose est une réalité assise) ne se comptent plus. Nous en sommes abrutis. Au national, nous nous agrippons à des bobards inintelligents et désuets. Oh! la revanche des berceaux, nos découvreurs, nos fondateurs!.. Idiotes

profanations de nos gloires *passées*, rhétorique avachissante de cuistres saboteurs de l'histoire. Pour le reste nous nous sommes presque toujours contentés des fétides lieux communs dégueulés par nos grosses bêtes de politiciens — ces abcès de notre race, ces saligauds qui spéculent sur notre naïveté et notre ignorance, pour se larder à nos dépens. Et c'est tout.

Nous voilà ainsi devenus un pauvre petit peuple désaxé, désencadré, égaré par les mirages d'abstractions maudites. *Un pauvre peuple brutalement arraché du cycle de ses traditions vitales.* C'est là au fond le secret de notre misère, qui est avant tout spirituelle. De cette misère notre asservissement économique et notre ilotisme politique ne sont que l'extériorisation brutale. Déficiences extérieures causées par des plaies internes. Le drame se joue d'abord dans notre conscience nationale; puis surgissent au dehors des événements en rapport avec lui. Les premières abdications, les premières reculades, se trament dans le plus profond des âmes. Nos lâchages ont été préparés dans les ténèbres d'âmes aveulies, saoulées d'idéal à rebours — les âmes de ceux qui ont brisé avec notre vieux Passé, pour nous faire un récent passé de déviation et de lâcheté. De ce dernier, notre génération est née. Nous en portons l'inhumain fardeau. Notre tâche à nous, c'est de ne pas nous laisser "écrapoutir" sous son poids. Et nous devons, par une Révolution vraie, casser avec les hontes qui nous précèdent, et rejoindre notre passé de beauté; en revivre la tension spirituelle.

Ne sera *complète*, donc, que la révolution qui arrachera la racine du mal. Celle qui s'enfonce au vif des cœurs. Elle travaille en profondeur, elle est la seule *réelle*. La seule, en tout cas, pour laquelle il vaille la peine d'attraper des prunes et de rendre les coups. D'autres solutions(?) peuvent paraître plus réalistes, qui s'en prennent uniquement à la manifestation sensible de nos faiblesses intérieures. Réalisme ? Non pas. Improvisation à courte vue, incapacité inavouée de cautériser nos plaies, vertige devant les réalités constituanes de notre être : grandes blessées qu'il faudra *tout d'abord* guérir.

Où est la Révolution ? Dans la *mystique* qui insérera de nouveau notre âme dans l'orbite de nos réalités vitales ressaisies, revécues avant qu'il ne soit trop tard. Une inquiétude confuse, informulée nous travaille. Elle mord sans lâcher prise, en pleine chair de notre cœur oublieux. Nous nous sentons toujours insatisfaits, quoi qu'en jabotent certains traîtres — sénateurs gâteux, politiciens rampants, cuistres pourris de crétinisme. Nous nous savons à mi-chemin, n'ayant pas encore atteint l'expression parfaite du type canadien-français.

Cependant une mystique se formule, plus précise toujours et plus passionnément belle. L'idéal — la réalité — d'une Laurentie rédimée, où se consummera notre accomplissement intégral, empoigne notre âme par ses sommets éternels et s'avère le seul aboutissement logique d'une révolution nationale.

Par la force même des choses, la *Révolution de*

l'Ordre Laurentien, après avoir pris corps dans les consciences, se cristallisera dans les faits en des "institutions à hauteur d'homme". Le jour où elle s'instaurera, notre vie aura commencé de s'épanouir.

* * *

Est-ce assez ? Peut-être pas. Pour ceux qui, peu accoutumés à une telle attitude, n'en saisiraient pas encore le sens, j'ajouterai ceci :

La Révolution ainsi proposée n'est pas — quoi qu'en pensent certains plumitifs "dynamiques" — une position où l'on se réfugie par peur des coups. Loin de là. La preuve en est qu'elle se situe en dehors du communisme, du fascisme et du libéralisme, c'est-à-dire exposée aux crocs acérés de *trois* meutes.

Cependant si elle ne s'accomplit pas avec la rondeur du coup d'État fasciste et du chambardement communiste, elle a, par ailleurs, l'immense avantage de s'enraciner en pleine réalité de l'homme. A ce dernier une mystique est d'abord inculquée. Son âme est prise. Elle commence par mener contre elle-même la Révolution. Puis elle s'attaque au mal extérieur. Ce qui différencie cette attitude du fascisme et du communisme, "réactions" bâtardes où il n'est que de s'embrigader, adhérer, défiler, boxer... La belle affaire en vérité !

Nos positions sont plus austères sans doute, mais aussi bougrement plus humaines.

Voici d'ailleurs *quatre* textes de Daniel-Rops qui les justifient à merveille :

"A l'aveulissement où nous entraîne le goût de la facilité, nous opposons, (rendant à ce mot toute sa signification de risque et de liberté), cette formule où nous voulons exprimer notre loi spirituelle: *vivre difficilement*. — Prôner une "révolution tactique qui mettrait en jeu des forces de haine, de peur, de stupre, de lucre n'est point notre fait. — On n'a pas fait la Révolution quand on a instauré la dictature d'un parti ou d'une classe.— Il faut revenir aux hiérarchies véritables: *spirituel d'abord, économique ensuite, politique à leur service*."

Tout le reste est mensonge.

Guy FRÉGAULT

Un abonné qui oublie de signer sa lettre, nous adresse le prix de son réabonnement en n'indiquant que son adresse, 5494 rue Lafond. Cet abonné voudra bien le plus tôt possible nous indiquer son nom.

Nous allons demander à tous les professionnels de la pédagogie de lire attentivement dans l'article d'Etienne Robin, le passage relatif à l'enquête menée par des savants dans le monde presque entier, quand à la valeur intellectuelle du bilinguisme. Sous prétexte d'utilitarisme, veut-on tuer les intelligences chez nous.

Politique extérieure

Quelles que soient les opinions qui divisent entre eux les citoyens d'une même patrie dans le domaine intérieur, les mêmes hommes sont généralement d'accord sur la politique extérieure de leur pays. La France, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne ont dans le monde des intérêts dont la défense commande presque toujours l'adhésion de tous les partis, de toutes les factions. En Suisse, en Belgique, en Hollande, dans les pays scandinaves, pays pacifiques, sans colonies ou impuissants à défendre les leurs, sans comptoirs dispersés dans tous les coins du monde, les partis sont encore d'accord dans le domaine extérieur; mais, chez ces derniers, l'union se fait autour du principe de la neutralité.

Normalement, n'ayant pas d'intérêt propre à défendre dans le monde, le Canada devrait appartenir à cette seconde catégorie. Mais, hélas! le nationalisme canadien est si faible qu'il ne peut rallier l'ensemble de nos compatriotes à une politique pourtant toute naturelle de neutralité. Nous avons l'exceptionnel malheur, nous Canadiens, de nous diviser profondément là où les autres peuples trouvent un terrain d'entente. C'est l'impérialisme britannique qui nous vaut ce grave désordre. Il fausse chez un bon nombre l'idée de patrie, qu'il étend aveuglément à l'Empire bri-

tannique, dont les parties ont pourtant des intérêts souvent opposés. Il va jusqu'à étouffer chez certains jusqu'à l'instinct même de conservation.

Trois faits capitaux devraient pourtant rallier tous les Canadiens à une politique de neutralité : les conséquences de notre participation à la guerre de 1914, l'inutilité de cet effort et le Statut de Westminster. Commentant une enquête faite l'an dernier par la *Free Press* de Winnipeg sur les conséquences de la guerre de 1914, M. Georges Pelletier démontra aux lecteurs du *Devoir* que le coût de notre participation à ce grand conflit européen s'élevait, à la fin de 1935, à la somme vertigineuse de \$4,341,488,904. C'est douze fois notre dette fédérale au mois de juillet 1914, faisait encore remarquer M. Pelletier. Et à cela il faut ajouter 50,000 morts et combien d'invalides !

L'Allemagne hitlérienne vient de détruire le peu qui restait du traité de Versailles en réclamant ses anciennes colonies. La Société des Nations avait déjà perdu son prestige et son autorité par son impuissance à empêcher la conquête de l'Ethiopie. La coopération canadienne à la guerre de 1914 a été pour nous un inutile affaiblissement et cela ne comporterait aucune leçon ?

Le Statut de Westminster, sanctionné le 11 décembre 1931, devrait unir tous les Canadiens sans distinction d'origine. Pourquoi en effet un tel certificat de majorité, qui fait d'Ottawa l'égal de Londres, ne serait-il pas pris au sérieux par la Colonie d'hier ? Le vieux fond colonial n'est donc

pas mort. L'esclave ne peut-il pas croire à son affranchissement ?

* * *

Heureusement des bouffées d'air frais se font sentir ici et là. En voici quelques exemples. Sans parler des précurseurs de notre nationalisme, les Bourassa et les Ewart, sans parler des agents mêmes qui ont fait évoluer les Dominions dans le sens de la personnalité internationale, MM. King et Lapointe, à Ottawa, à Londres et à Washington, M. Dandurand à Genève, et même M. Borden, à Versailles, en 1919 — mais n'oublions pas que celui-là avait fait tout le contraire à Ottawa en 1914 et en 1917 — sans parler de notre infatigable sentinelle, M. Héroux, qui a peut-être fait entendre chez nous le plus perçant cri de ralliement avec son "Va pour l'indépendance, et va pour la république!" en réponse, un jour, à l'*Evening Journal*, sans parler de ces noms connus, il n'est pas mauvais d'en souligner quelques autres.

Ainsi le général McRae a déjà affirmé "être prêt à organiser une armée pour empêcher le Canada de participer à une nouvelle guerre". On se rappelle la demande enflammée du P. Bryan, S.J., au *Queen's*, devant un groupe de vétérans: "Allons-nous nous laisser de nouveau entraîner dans la bagarre européenne?" Et, tout récemment, des ministres de la "United Church" de Toronto qui se sont élevés contre la fabrication de munitions de guerre dans les usines canadiennes. Et, presque en même temps, les "United Farmers of Ontario"

réunis en congrès, encore à Toronto, demandent à leur tour à M. King de faire reconnaître l'indépendance absolue du Canada à la prochaine conférence impériale. Ici la question deviendra plus délicate que les membres du congrès ne le supposent s'il est vrai que les premiers ministres des Dominions seront logés cet été au palais même de Buckingham, au couronnement du roi, et que des soldats en faction seront placés sous la fenêtre de chacun d'eux!

Commentant le discours de M. Roosevelt à Rio de Janeiro, M. Hepburn n'a-t-il pas dit, de son côté: "J'approuve complètement son attitude. Si une autre guerre se prépare en Europe, l'Europe mérite ce qu'elle attrapera et je ne crois pas que les peuples de ce continent doivent s'en mêler". Enfin, le Rév. Scott, de "United Theological College", prenant la parole devant les membres du "Montreal Youth Congress", aux quartiers généraux de la "Young Men's Christian Association", a insisté sur la nécessité "d'empêcher notre pays et notre gouvernement de s'engager au point qu'il ne nous soit plus possible de nous dégager" dans la voie de la guerre. *Varsity*, l'organe des étudiants de l'Université de Toronto, s'est vigoureusement opposé à nos préparatifs actuels de guerre.

A ces manifestations de bon sens autant que de nationalisme canadien, on peut rapprocher d'autres manifestations illustrant l'état d'esprit des autres Dominions. L'Irlande se classe ici au premier rang. Toute sa politique révèle cette maturité d'esprit qui anime les États majeurs. L'attitude

de M. de Valera, à l'heure imprévue de l'abdication du roi Edouard VIII, souligna une fois de plus les fortes qualités de ce politique fier, avisé et clairvoyant. L'Afrique-Sud donne aussi de beaux exemples de dignité humaine et de dignité nationale. Il n'y a pas si longtemps M. Pirow, ministre de la Défense de l'Afrique-Sud, disait aux membres de la conférence impériale de la presse réunis au Cap de Bonne-Espérance: "Notre expérience du passé nous enseigne que, si la guerre éclatait et que le gouvernement entreprenait imprudemment de nous engager dans une autre guerre au delà des mers, il y aurait des désordres considérables, peut-être même une guerre civile. C'est pourquoi, bien que nous vivions dans la plus grande harmonie, le gouvernement ne participera à aucun plan général de Défense impériale". Le chef de l'opposition parlementaire de l'Afrique-Sud, M. Malan, disait à propos des sanctions contre l'Italie: "L'Afrique-Sud doit exercer son droit de demeurer neutre. Si le gouvernement s'écarte de cette voie, l'opposition le combattrra de toutes ses forces".

A la fin de décembre dernier les membres du parti national indien, réunis en congrès à Faizbur, votèrent une résolution s'opposant à la participation de l'Inde aux guerres de l'Empire britannique.

Au Canada que voyons-nous à côté et contre nos manifestations nationalistes, auxquelles, remarquons-le, les vieux partis qui se succèdent au pouvoir sont généralement étrangers? Notons ici que le parti libéral agit, par intermittence et discrètement, dans le sens nationaliste, mais tout en

ménageant le plus possible le sentiment impérialiste et que le parti conservateur se fait, lui, le champion de ce même impérialisme. Nous sommes en ce moment les témoins d'une profonde agitation impérialiste.

M. Norman MacKenzie, de l'Université de Toronto, un vrai croque-mitaine, cherche sans cesse à effrayer ses compatriotes. Il imagine des hypothèses dont la conclusion, toujours la même, se résume à ceci: demeurons liés, tout transis, à la fortune de l'Angleterre. Un autre jour c'est M. W.-A. Bishop, vice-amiral d'aviation, qui soutient que l'isolement du Canada est une politique à courte vue. M. Howard Fergusson, ancien haut-commissaire à Londres, a fait entendre la même note. A peine arrivé d'Angleterre, où il a préconisé l'immigration du point de vue britannique, M. Bennett s'empresse de féliciter M. King d'avoir suivi M. Baldwin dans tous les détails des procédures qui ont ratifié l'abdication du roi Edouard VIII et la succession du roi George VI; et l'on peut être sûr qu'il ne critiquera pas le présent budget de guerre, à moins qu'il ne le trouve trop mesquin. M. Meighen s'est appliqué, au sénat, à démontrer aux Canadiens qu'il ne faut pas tirer parti de notre situation d'Américains. "La doctrine Monroe ne s'applique pas au Canada" a-t-il dit et il a ajouté que "la première ligne de défense du Canada et pour tout le continent de l'Amérique du Nord, c'est l'Empire britannique". Et l'on sait la propagande intense d'un certain nombre de journaux anglo-canadiens.

Toute cette campagne est appuyée à certains moments par des agents d'Angleterre. Un lord Elibank nous donne des conseils, un lord Thankerton lui succède. L'année 1936 a connu sous ce rapport une intervention d'un genre nouveau. Notre gouverneur général lui-même, lord Tweedsmuir, fit une petite incursion dans le domaine politique, qui lui est pourtant interdit. Après ses discours de Vancouver et de Calgary, l'été dernier, il paraît être revenu au parti du silence. M. King lui aurait-il conseillé de ne pas aller trop loin dans la voie périlleuse de la politique ? C'est possible.

* * *

Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas, au Canada, le bonheur de connaître l'accord des esprits et des cœurs en politique extérieure. Aussi y eut-il vraiment lieu de nous étonner quand nous apprîmes successivement l'achat d'avions militaires par Ottawa, pour un demi-million de dollars; puis l'achat de deux *destroyers* "pour remplacer le *Champlain* et le *Vancouver*"; puis la réorganisation de la milice; puis la fabrication des armements pour l'exécution du programme de défense du gouvernement canadien "ou qui seraient destinés à la Grande-Bretagne"! Puis ce fut, en octobre dernier, la "déclaration" de notre ministre de la défense, M. Mackenzie, prélude de notre budget de guerre de 1937! Oui, ce M. Mackenzie, qui avait répliqué si crânement à lord Elibank, nous préparait dès lors à accepter les réformes prêchées

par le même lord Elibank! C'est à se demander dans quel esprit avait été donnée la réplique.

Quelques jours après cette "déclaration" de M. Mackenzie, M. Héroux a mis en lumière, sous le titre de "...Except Canada", un extrait de la revue londonienne *Round Table*, où il était écrit: "...si le Commonwealth était attaqué, ce serait par une ou plusieurs des puissantes dictatures, et si cette dictature l'emportait, la sécurité de toutes les parties du Commonwealth, le Canada excepté, serait un grave danger..." La justesse de ce point de vue fut confirmée, quelques semaines plus tard, par l'assurance Lloyds, de Londres, qui suspendait l'assurance des risques de guerre partout dans le monde, *excepté au Canada et aux Etats-Unis*.

* * *

Le discours de M. King à Genève avait fait une bonne impression dans les milieux nationalistes du Canada. S'en remettre au parlement du Canada avant de décider si notre pays doit participer à un conflit dans lequel les autres nations du Commonwealth sont entraînées et pour savoir dans quelle mesure il doit y participer, cela a paru acceptable à tout esprit nationaliste, tout en étant loin de l'idéal. Faisons ici le silence sur sa foi persistante dans la Société des Nations.

Meilleure a été la déclaration de M. King en réponse au discours du président Roosevelt prononcé à Rio de Janeiro en novembre dernier. Il

a relevé en homme d'Etat l'allusion faite au Canada par M. Roosevelt.

Passons par-dessus sa seconde déclaration sur le congrès même de Buenos-Ayres et sur l'Union panaméricaine de Washington. Pourquoi le même M. King a-t-il, dans la pratique, prêté une oreille si favorable aux "prédicants" de l'impérialisme britannique ? Car ni lui dans sa déclaration de la fin de janvier, et encore moins M. Lapointe, dans son discours du 4 février, n'ont convaincu les nationalistes canadiens de la nécessité de nos préparatifs militaires. Ces messieurs se font illusion s'ils croient que le public n'a que des idées confuses sur la qualité et l'inspiration du patriotisme des chefs de gouvernements. Bon nombre de Canadiens, qui voteraient les yeux fermés tous les "destroyers" que le pays pourrait payer à la demande d'un premier ministre genre de Valera s'inquiètent à la pensée que M. King nous fait construire une simple chaloupe à moteur.

Le *Montreal Star* du 5, qui s'est montré satisfait de M. Lapointe, pour la plus grande punition de ce dernier, a écrit que son discours fera époque. Oui, il fera époque, mais comme coup d'aviron à gauche, vers l'impérialisme. M. Woodsworth avait proposé que le Canada oriente sa politique extérieure suivant ces trois données :

1° Le Canada, étant donné la situation internationale actuelle, devrait, dans le cas de guerre, demeurer strictement neutre quels que soient les belligérants.

2° L'on ne devrait en aucun temps permettre

à des citoyens canadiens de réaliser des profits à même les fournitures de munitions ou de matériaux de guerre.

3° Le gouvernement du Canada devrait employer tous les moyens pour découvrir et faire disparaître les causes de conflits internationaux et d'injustice sociale.

A moins que les mots et les idées qu'ils expriment n'aient plus aucun sens objectif, tout patriote devait voter une telle résolution. Connaissant M. Woodsworth, il est clair que plusieurs peuvent et doivent contester l'à-propos des remèdes sociaux qu'il a déjà préconisés. Mais, dans sa résolution, il n'en proposait aucun. Et l'intérêt du pays, en particulier celui de nos enfants, réclamait le vote unanime de cette résolution.

L'on comprend, après le rejet de cette proposition, cette réflexion de M. Salazar dans la préface du livre de M. Ferro: "L'esprit de groupe est tellement enraciné en nous et celui de nation l'est si peu que des solutions politiques, absolument logiques dans l'orientation nationaliste, n'arrivent pas à être comprises et sont souvent critiquées par ceux-là mêmes dont la mentalité est au-dessus de tout soupçon". En parlant de la sorte le grand chef portugais voyait dans son pays un mal, qui, hélas! existe chez nous. Les intérêts personnels et les intérêts de partis empêchent une foule d'honnêtes gens de comprendre qu'en se refusant à être franchement nationalistes dans leur patrie ils servent le nationalisme d'une autre patrie. L'impérialisme britannique, le grand obstacle au nationalisme cana-

dien, est-il autre chose que le nationalisme de l'Angleterre ?

M. Lapointe vient de dire à la Chambre: "Mon ami (M. Woodsworth) a-t-il songé que si sa résolution était adoptée, cela entraînerait notre sécession de l'Empire britannique? A cause de notre status constitutionnel, une déclaration de neutralité signifierait qu'un ennemi de notre roi pourrait être notre ami, que nous pourrions commercer avec cet ennemi de notre roi, que nous pourrions lui vendre du matériel de guerre..." Et plus loin il a ajouté: "Il y a toute la différence du monde entre la neutralité et la belligérance passive".

Pourquoi M. Lapointe n'a-t-il pas alors proposé la belligérance passive comme politique extérieure du Canada, puisqu'il ne voulait pas de la neutralité? Quelle qu'ait été l'éminence de son rôle dans l'évolution constitutionnelle et nationaliste de notre pays, le *Star* l'a dit, ce discours fera époque, car c'est faire de l'impérialisme et du bel impérialisme que de dire que la neutralité entraînerait la sécession de l'Empire britannique. S'il en était ainsi on aurait pu en dire autant de l'incident de Chanak, de notre refus de signer le pacte de Locarno et de notre refus de nous aventurer trop loin dans l'affaire d'Ethiopie.

* * *

Comme M. Héroux l'a écrit bien des fois, comme M. Siegfried l'a récemment fait remarquer, comme M. Bourassa vient de le redire encore au *Twentieth*

Century Institute, le Canada est d'Amérique et nous devons en profiter. La politique extérieure naturelle du Canada est celle des petits pays pacifiques d'Europe: la neutralité. Et pourquoi ne pas tirer parti des avantages géographiques de notre pays pour la proclamer et l'appliquer ?

La récente attitude de la Belgique aurait dû nous servir de leçon concluante. Après avoir connu la gloire de l'indépendance absolue à l'issue de la grande guerre et avoir participé au pacte de Locarno, la Belgique, sur le sage conseil de son sympathique roi Léopold III, a annoncé au monde en octobre dernier sa nouvelle politique étrangère: la neutralité. Les deux motifs déterminants de cette décision valent pour le Canada: l'effondrement du prestige de la Société des Nations après la conquête éthiopienne et la rupture du pacte de Locarno par le réarmement de l'Europe.

Quoi qu'en pensent MM. King, Lapointe et M. Bennett, la longue série de leurs partisans, lord Tweedsmuir et tous les autres lords d'Angleterre qui n'ont rien à voir dans nos destinées, la neutralité devra être un jour la formule de notre politique extérieure.

Célébrant le 645^e anniversaire de sa patrie, M. Jaccard, consul général de la Suisse, disait à Montréal, en août dernier: "La neutralité est un véritable dogme. Sur ce point, tous les hommes d'État suisses sont d'accord". Vu la pauvreté des convictions nationalistes des Canadiens tenons sous les yeux de nos hommes de bonne volonté le fruit de l'expérience, vieille de six siècles et demi,

de ce vaillant pays, composé comme le nôtre de civilisations différentes. Parlant ensuite de la politique intérieure de son pays, M. Jaccard nous a fourni une autre formule précieuse: "Tous les politiques de mon pays, a-t-il ajouté, évitent tout ce qui pourrait mettre en danger la solidarité nationale".

Souhaitons tous que ce qu'ont accompli dans les Alpes, près de leurs sources respectives, des hommes issus de trois civilisations aussi dissemblables que l'allemande, la française et l'italienne, se réalise chez nous, avec l'aide du temps, par les rameaux français et anglais qui ont bâti la confédération canadienne.

Anatole VANIER

Parmi les laïques du Conseil de l'Instruction Publique, nous connaissons au moins un homme cultivé et qui, pour l'instant, représente vraiment les intérêts supérieurs de la culture française. Et nous sommes forcés de le nommer: c'est M. Antonio Perrault. Sans cela, quelqu'Abénaki pourrait s'y tromper et désigner à ce poste d'honneur un certain auteur de mémoire secret contre le patriotisme et même contre l'influence indue. Et ce bonhomme qui est politicien dans l'âme, serait capable d'aller raconter cela à ses amis du club de la Réforme des dieux tombés, ou de se jeter dans les bras de son frère, son complice, qui partage son manteau couleur de muraille.

Le révérend Père Louis-Marie, O.C.R., professeur à l'Institut Agricole d'Oka, qui a déjà publié un bon Manuel de Botanique, livre maintenant au public un volume élémentaire de Génétique.

On entend par Génétique l'étude expérimentale de l'hérédité. Il n'y a guère à l'heure actuelle de problème—plus complexe et plus important. Un nombre considérable de chercheurs travaillent sur cette question; les législateurs de plusieurs pays, aux aguets, se hâtent de codifier pour ce qu'ils prétendent être le bien du peuple les notions à peine sorties du laboratoire. Les scientifiques de toute dénomination, voire le grand public, ont donc besoin d'être renseignés autrement que par les romanciers ou les philosophes.

On reprochera sans doute, — dans ce pays où tout est mal qui est fait par d'autres que soi, surtout si cet autre est Canadien français — au Révérend Père Marie certaines inexactitudes et certaines insuffisances de son Traité. On oubliera de signaler, comme il serait juste, l'effort énorme, soutenu, original qu'a fourni, pour rédiger un tel volume, le distingué professeur de Botanique. Nous estimons pour notre part que le Manuel de Génétique du Révérend Père Louis-Marie témoigne, une fois nouvelle, de l'excellente besogne accomplie à l'École d'Agriculture d'Oka.

Joseph BOISDORÉ

Se battre?... contre qui ?

*"La voix du Parlement sera la
voix de la nation."*

Mackenzie KING

Ceux qui regardent avec attention la carte de l'Europe d'après-guerre ressentent, comme une blessure, la profonde atteinte au bon sens des nouveaux regroupements territoriaux. Ce malaise s'accroît chez ceux qui n'oublient pas la situation respective des pays européens, en 1914. On semble avoir voulu éprouver cette maxime, doublement fausse: la raison du plus fort est toujours la meilleure. Momentanément, peut-être. Mais dans la vie des peuples, le refoulement des ambitions légitimes forme un levain de haines et de perturbations.

Si bien que nous en sommes arrivés, moins de vingt ans après l'armistice, à redouter le fléau d'un conflit. Les chancelleries s'émeuvent et surveillent minutieusement les moindres incidents, les déclarations officielles se font grosses de menaces, les opinions divisées s'entrechoquent dans une même appréhension: la guerre.

Cette tension énerve jusqu'à notre continent, pourtant si éloigné de ce que Wladimir d'Ormesson se plaît à nommer la bouilloire européenne. De nombreuses années, la Grande-Bretagne a cru en Genève; le désarmement universel lui paraissait un rêve bien séduisant. Depuis, elle a dû déchanter.

Par tous les moyens, elle tend à reprendre le terrain perdu. Un journaliste anglais parle même de conscription...

Il est certains faits dont la simultanéité ne peut laisser indifférent. Cette nouvelle orientation de la politique militaire de l'Angleterre, la croisade impérialiste de personnages de qualité, l'accroissement des budgets d'armements dans les différents pays du Commonwealth, tout cela n'est-il pas dangereux ? Tout cela surtout ne procède-t-il pas d'une pensée commune, d'une pensée qui n'est pas canadienne dans ses origines ?

* * *

Les journaux ont signalé quelques faits éloquents au sujet des perfectionnements apportés à notre ministère de la Défense nationale. Il n'est pas sans intérêt de se les rappeler.

Nos crédits militaires atteindront, pour l'exercice 1937-38, la somme de \$34,999,871, soit une augmentation nette de \$15,820,786, si on se reporte à l'exercice précédent, complété par des mandats spéciaux et par les crédits supplémentaires de l'année. Cette majoration devient encore plus effarante, si l'on tient compte du fait que deux item importants n'apparaissent plus à l'addition: le contrôle de l'aviation civile (\$1,638,957) et les camps de chômeurs (\$2,770,687). Nous n'exagérons donc pas en affirmant que l'augmentation dépasse les vingt millions.

C'est surtout le service aérien qui en tire profit : de \$4,685,028 à \$11,319,650. On en juge mieux par les plus récentes acquisitions : 15 avions de combat ; 3 avions de coopération ; 7 hydroplans ; 24 avions de bombardement ; 11 avions lance-torpilles ; 18 avions de reconnaissance côtière ; 27 avions d'entraînement. On avouera que c'est là un bel effort !

A même les subsides présentés à l'approbation des Communes, on construira aussi divers édifices à destination militaire, notamment en Nouvelle-Écosse, à Ottawa, à Trenton, à Vancouver.

Toutes ces dépenses nouvelles prennent un sens particulier, quand l'on s'arrête à penser que l'an dernier les pensions militaires nous ont coûté exactement \$41,500,000, et l'assistance aux soldats, \$4,200,000. Pourquoi d'ailleurs s'arrêter à ces infimes détails, quand nous savons que notre participation de 1914 et ses suites nous ont appauvris de plus de 4 milliards de dollars ? Pour un pays de 10 millions d'habitants...

Il n'y a pas lieu d'insister. Tout accroissement de crédits militaires équivaut à nous rapprocher de l'échéance. Et l'échéance pourrait se marquer par la faillite.

Mais il y a peut-être plus grave. Un de nos représentants les plus vigilants, M. Jean-François Pouliot, député de Témiscouata, a obtenu d'intéressantes précisions. Il appert que depuis 1935 10 officiers de l'armée anglaise sont à notre service, en échange d'un nombre égal des nôtres, partis en Angleterre se rompre aux méthodes britanniques.

Deux relèvent du service naval, six du service de la milice, deux du service aérien.

A quoi veut-on en venir ? Ces mutations ne peuvent avoir qu'un but : favoriser l'entente entre les autorités militaires et travailler dans une pensée commune, en vue d'un objet identique. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il existe une collaboration très étroite...

* * *

Voilà quelques faits, choisis entre mille. Nous assistons, on le sent bien, à un vaste mouvement d'ensemble, savamment calculé. Saurons-nous le déjouer ? Quelle est à ce sujet l'attitude de nos partis, exprimée par la voix de leurs chefs ?

Le sentiment du gouvernement libéral s'éclaircit davantage. Pendant longtemps, par un jeu d'une simplification excessive, on a feint d'attribuer aux conservateurs tout l'odieux de notre douloureuse équipée, comme si Laurier lui-même n'y avait pas consenti. Aujourd'hui, les deux "grands" partis renferment tous deux des impérialistes. Si le parti libéral se montre en général plus réfractaire à joindre la politique militaire de Londres, c'est qu'il compte de nombreux Canadiens français.

Les déclarations de Mackenzie King ne sont pas rassurantes. Le chef libéral a beau se réclamer de l'école du juste milieu (Ah ! la grande pitié des modérés !), les Canadiens ont raison de craindre qu'il n'obéisse avec trop d'empressement à l'appel du cabinet anglais, du moins à ses suggestions,

lors de la prochaine conférence impériale, le printemps prochain. Car, à y regarder de près, la thèse de M. King n'est qu'un trompe-l'œil. "Le parlement canadien se réserve le droit de déclarer, d'après les *circonstances* du moment, si, et dans *quelle mesure*, le Canada participera aux conflits où peuvent se trouver engagés d'autres membres du Commonwealth". Or, qu'est-ce que le parlement, sinon une réunion d'hommes, élus souvent arbitrairement, et qui ne peuvent prétendre représenter adéquatement l'opinion du pays. Serrons la question davantage. Le parlement, c'est le parti au pouvoir, surtout s'il est assuré d'une forte majorité. Dans cette majorité, ce sont les ministres qui imposent leurs volontés. Si bien qu'en définitive, le sort de la paix et de la guerre appartient à un groupe peu nombreux, lui-même accessible à la pression des grands commanditaires. C'est dire que notre sécurité, assurée par l'argumentation de M. King, est tout simplement chimérique.

Le discours de M. Ernest Lapointe ne modifie pas cette impression. Nourries de poncifs démocratiques, qui sentent le fagot, ses remarques habiles ont ébranlé les velléités de résistance des députés canadiens-français. Ce discours, qui n'apporte aucun argument original, n'en aura pas moins eu une profonde répercussion.

Du côté conservateur, aucun appui à attendre. On ne renie pas si vite une tradition, que diable! Il y aura certes des "Je vous l'avais bien dit, quand j'étais au pouvoir", mais enfin, l'approbation, spontanée ou boudeuse, viendra.

Reste M. Woodsworth. Je l'écris sans hésitation : cet homme-là fait honneur au Parlement canadien. Ses idées sociales ne sont pas les nôtres. On n'éprouve que plus de joie à le rencontrer sur un terrain d'entente.

M. Woodsworth est l'un de nos rares parlementaires qui aient compris que le Canada est pays d'Amérique. Il le dit sans ambages, il bataille ferme pour faire admettre les conséquences de cette réalité. Qui ne reconnaîtrait la noblesse de cette phrase, prononcée l'autre jour à la Chambre : "Si je puis l'éviter de quelque façon, je n'ai pas l'intention de sacrifier mes fils et les fils de mes voisins, dans le but d'aider à supprimer les races indigènes, à permettre à quelques capitalistes d'amasser des fortunes, tout cela au nom du patriotisme". Il y a des gens qui ont dû se croire visés...

M. Woodsworth se rend au bout de son raisonnement. Si l'Empire est un facteur de guerre, *rompons*. Il ne sert de rien de suivre aveuglément la politique de Londres, quand il est prouvé que nous n'en retirons guère de bénéfices. A cette impitoyable logique, quels sont nos représentants qui auront le courage de se rallier ?

S'adressant à M. Woodsworth, M. Lapointe lui disait : "Mon ami a-t-il songé que si sa résolution était adoptée, cela entraînerait notre sécession de l'Empire britannique ?" Voilà le grand mot lâché. Pour éviter pareille calamité, nos gouvernants sont prêts à sacrifier notre neutralité. Pour l'amour de George VI, nous irions nous faire trouer la peau à

Chypre, au Sierra Léone ou aux îles Fidji ?...
Allons donc!

* * *

Cette session-ci, on ne saurait trop le répéter, est d'une importance vitale pour notre pays. Il est temps d'établir nettement nos positions. Si le bien *paix* exige notre sécession de l'Empire, n'hésitons pas. Plus tard, il sera trop tard. Quand nous aurons vainement offert le sang de nos jeunes hommes et acculé le Canada à la banqueroute, non, vraiment, il ne sera plus temps!

Que nos gouvernants, que nos représentants le sachent bien: ceux qui n'ont pas trente ans ne consentiront pas de gaité de cœur à mourir mesquinement. Avant de combattre en mercenaires, dans les armées européennes, ils lutteront ici-même, sur leur sol. La désagrégation, tant redoutée, du corps fédératif, ne sera pas loin, quand la conscription sera proclamée.

Il vit sans doute au Canada, il vit sûrement dans Québec, une génération qui n'acceptera pas la servitude, — une jeunesse qui ne consentira pas à tuer, pour le bénéfice de quelques exploiters. Des ennemis ? Les Canadiens n'en ont pas!

Roger DUHAMEL,
des Jeune-Canada

Montréal, février 1937.

Pour vivre

L'impérialisme militaire

Nous y revenons. Nous y serons dans quelques semaines. Il n'y a qu'à lire les déclarations fuyantes de nos *cheufs* à Ottawa, pour en être persuadé. Ce sont les mêmes topos, les mêmes bobards, les mêmes discours gluants qu'en 1914. Ceux qui se flattent d'une réaction énergique de notre députation canadienne-française, décidément, n'ont rien appris. Que l'esprit de courage triomphe en quelques nobles unités, possible. Mais l'histoire de nos soixante-dix ans de Confédération est là: à quelle heure, à quel moment tragique de notre vie, députés, sénateurs, ministres canadiens-français, si ce n'est à l'état d'infime exception, ont-ils sacrifié le parti à leur conscience, à leur province, à leur pays ? Pour espérer, en l'an 1937, cet inespéré sursaut, il faudrait que le "beau grand parti" ne fût plus "le beau grand parti", que les *cheufs* ne fussent plus les "grands cheufs", que la discipline du troupeau parlementaire fût tenue pour chose méprisable. Or, on est bien prié de nous le dire: qu'y a-t-il de changé en l'idéologie de ces politiciens primaires pour les trois quarts, équipe usée, vieillie dans le sérail, et qui n'en a jamais eu que les horizons ? L'effarant, n'est-ce pas d'entendre pérorer, à la radio, ou sur les hustings, la plupart de nos politiciens de l'heure: fédéraux, provinciaux, municipaux ? On dirait des revenants de 1880, des esprits sans la

moindre antenne. Entre eux et l'état d'esprit actuel de leur province, entre eux et la jeune génération, il ne se peut manquer de contact plus absolu, écart plus énorme. Écoutez, par exemple, leurs palabres de ce temps-ci sur la bonne-entente, les "deux Grandes Races", palabres qui se répondent comme un écho et qui, sans doute, répondent à un mot d'ordre. Et c'est de pareilles gens que l'on voudrait attendre le miracle d'un sursaut fier et général, d'une magnifique rébellion contre le gréganisme partisan! Certes, nous ne l'oublions pas: cette nouvelle campagne d'impérialisme militaire se présente avec des aspects d'un odieux tout particulier: nous ployons encore sous le fardeau d'impôts que nous a valus une première et sinistre folie; nous allons jeter des millions dans la caisse des marchands de canons étrangers quand, petit peuple de dix millions, nous avons à nourrir un million de crève-faim; la guerre, la préparation à la guerre, prennent, en ces conditions, le caractère d'une course au suicide, et peut-être d'une provocation à la guerre civile. On s'insurge contre ce budget militaire au nom du nationalisme canadien; c'est pour l'ordre public, pour la vie même du pays qu'il est surtout menaçant. Nous savons tout cela. Mais nous savons aussi que les milieux parlementaires sont, en tous pays du monde, les moins sensibles au sentiment de l'intérêt public et qu'à l'heure actuelle tous les peuples qui ont le bonheur de vivre en démocratie, ont à se protéger contre leurs parlements. Mais alors, nous dira-t-on, mal sans remède que le nôtre? Non pas. Les gens sans

courage, c'est assez naturel, sont fort accessibles à un sentiment de moyenne noblesse qui s'appelle la peur. Eh bien, l'opinion publique, la jeunesse veulent-elles sauver leur pays, sauver l'actuelle génération ? Qu'elles injectent à nos froussards de parlementaires le sentiment de la peur, la peur de l'électeur ; qu'elles le développent, ce sentiment, jusqu'aux proportions du cauchemar, de la psychose. Et qu'on ne se contente pas de paroles. Qu'on prenne d'honnêtes et solides moyens. Il n'y a pas de temps à perdre. Quelques esprits plus généreux esquissent des velléités d'indépendance. Aidons-les. Un député est essentiellement un être faible qui a besoin de tonique.

Et l'immigration

Encore une manifestation de la psychose impérialiste. La Grande-Bretagne (la "métropole", comme dit la presse imbécile qui date d'avant le Statut de Westminster), se prépare à une grande et fort belle guerre, une guerre d'envergure et de grand style. En bonne logique, il semblerait que le "Titan fatigué", qui manque d'hommes, qui lance les s.o.s. à ses chers et populeux Dominions, dût garder chez lui, jusqu'à la dernière once, sa chair à soldat. Un pays de quelque décence commence par enrôler jusqu'à son dernier homme, avant d'aller en quête chez le voisin. C'est juste le moment où l'Angleterre se prépare à inonder les Dominions de ses chômeurs et autres rastaquouères. Ce qu'elle se propose de faire, elle le fera, on peut en être sûr.

Préparons-nous à une inondation de Britanniques. Ils n'entreront pas par la porte; mais tous les soupiraux leur resteront complaisamment ouverts. Il n'y a pas de lois qui souffrent autant d'ingénieux accommodements que nos lois d'immigration. Nous en savons quelque chose par l'immigration juive. Il est entendu qu'officiellement elle n'existe pas. Il n'empêche qu'elle fonctionne avec une régularité mécanique. Comme à la veille de 1914, nous aurons donc une invasion de Britanniques. Comme en 1914 encore, grâce à notre naïveté de coloniaux mal dégrossis, beaucoup de ces nouveaux venus pourront s'installer confortablement à la place des autochtones, dans les hauts postes de l'administration. Et demain, bien casés, bien rentés, et bien décidés à ne pas lâcher leur rond-de-cuir, ils s'afficheront parmi les plus fougueux *flag-wavers*, prêts à pousser vers les champs de bataille de l'Europe et de l'Asie, la baïonnette dans le dos, les lâches coloniaux du Canada. Des naïfs comptent-ils sur notre députation canadienne-française pour barrer la route à cette immigration? Ces pauvres gens oublient-ils que nul chapitre de la politique n'accuse, plus que celui de l'immigration, l'insouciance, le gâtisme de notre députation canadienne-française à Ottawa? Depuis la Confédération nous avons enduré que l'on fit à l'immigrant britannique et — même à l'immigrant du centre de l'Europe —, pour leur établissement en ce pays, des faveurs et des conditions que l'on a toujours refusées aux fils du sol, aux plus authentiques nationaux. Pendant que les Canadiens français de la province de Québec

se taxaient comme tout le monde, pour importer à pleins bateaux et pour établir, sur les *homesteads* de l'Ouest, ces colons privilégiés, ici-même, les fils des découvreurs, manquant de terres, se voyaient marchander la petite moitié des faveurs prodiguées à de purs étrangers et n'avaient d'autre choix que l'exil au delà la frontière américaine. Quand le colon était tout proche et de la meilleure qualité, on se payait le luxe d'aller le chercher outre-mer et, trop souvent, sans même regarder à la qualité. — "Mais n'avez-vous pas une députation québécoise au parlement fédéral?" nous disait un jour un Anglo-Canadien devant qui nous dénoncions cette abomination politique. Hélas, il nous fallait songer, en courbant la tête, qu'à trois ou quatre exceptions près, non seulement nos représentants n'avaient pas dénoncé l'iniquité, mais n'avaient pas même songé à le faire. L'immigration et cet établissement du pays contre tout bon sens, un autre chapitre qui illustre le manque de courage et la superbe inconscience de notre représentation parlementaire à Ottawa. Et comme l'on comprend, après cela, la volonté bien arrêtée de la jeunesse, de tuer, non seulement le malfaisant esprit de parti, mais les partis coupables d'aussi mortelles anomalies.

Le bilinguisme scolaire

On sait avec quelle légèreté certains messieurs du Conseil de l'Instruction publique ont disserté récemment autour de ce grave problème. Deux principes sont ici en présence: l'utilité pratique de

l'anglais et la formation de l'esprit. Qu'une certaine dose d'anglais soit nécessaire à certaines catégories de jeunes Canadiens français pour gagner leur vie, le fait ne paraît point douteux. D'autre part, qu'un enseignement prématuré de l'anglais soit fatal à la formation intellectuelle du jeune Canadien français, le fait, non plus, hélas, n'est pas discutable. Ainsi pensent du moins tous ceux qui ont étudié le bilinguisme scolaire à travers le monde. Donc des gens de logique ou de simple bon sens essaieraient de concilier les deux principes, en s'efforçant toutefois de sauvegarder le plus vital des deux, le plus essentiel en pédagogie: la formation de l'esprit. Les petits Canadiens français seront-ils plus avancés d'être apparemment en état de gagner leur vie, s'ils y arrivent, au détriment de leur intelligence? Que les parents, l'esprit déformé, pourri par des politiciens et des pédagogues illettrés, penchent plutôt pour le principe utilitaire, n'impressionnerait pas outre mesure des hommes clairvoyants et courageux. Aux parents mal informés, ils en appelleraient aux parents mieux informés. C'est le rôle des chefs de crier au peuple, quand il le faut: casse-cou! et de l'empêcher de se suicider. Est-ce ainsi qu'ont raisonné et qu'ont agi, l'autre jour, certains membres du Conseil de l'Instruction publique? Sans plus de cérémonies ni de distinctions, ils ont pris parti pour le principe utilitaire, sans même s'occuper de l'autre; et ils ont flatté le préjugé de pauvres parents bernés depuis cinquante ans par un tas de faiseurs et de défaitistes. Et voilà. L'on se plaît à déplorer

l'insouciance des ruraux dans le choix de leurs commissaires d'école. Le mal n'existe-t-il qu'à la campagne ? L'une des pires menaces contre la culture française en notre pays et contre l'avenir même des Canadiens français, c'est l'incroyable légèreté avec laquelle ils abandonnent à des pédagogues sans mandat ou d'un mandat douteux, la gouverne absolue de leur enseignement, laissant ces messieurs saccager à leur fantaisie, s'il leur plaît, l'avenir intellectuel de générations d'enfants. Décidément, la façon dont l'on aborde cette grave, cette suprême question du bilinguisme scolaire fait penser plus que jamais à l'à-propos de nécessaires désinfections. Il est temps qu'au Conseil de l'Instruction publique et que dans nos commissions scolaires, l'on fasse place, soit à la haute culture, soit à la véritable compétence pédagogique. Et, par compétence pédagogique, nous entendons la compétence du professeur et de l'éducateur. Il est temps qu'un gouvernement à poigne s'avise de mettre de l'ordre où il en faut plus qu'ailleurs. Notre enseignement culturel, c'est la prunelle de notre œil. Ceux qui sont appelés à le diriger et à l'orienter, doivent être choisis, non pour les services qu'ils peuvent rendre à leur parti politique ou aux entrepreneurs en construction du parti, mais pour les services que leur compétence leur permet de rendre à l'enseignement. Et cette compétence, ce nous est avis qu'il ne suffit point de l'aller chercher au Reform club, au Club Confédération ou à quelque Normale du même genre.

André MAROIS

(Lu dans *Le Canada de Montréal*, le 17 février 1937)

"SIR E. BEATTY ET L'HYGIÈNE MENTALE"

Il devient président du Comité national d'hygiène mentale.

* * *

Sir Edward Beatty, président du Pacifique Canadien et chancelier de l'Université McGill, vient d'être élu président du Comité national d'hygiène mentale, après avoir été, pendant de nombreuses années, président du conseil d'administration de cette institution.

Le Comité national fera cette année une enquête sur les soins médicaux et hygiéniques au Canada, dans le but de savoir à quel point les citoyens du Canada bénéficient de la science médicale.

Cette enquête sera sous la direction du Dr Georges Hoadley, ancien ministre de la Santé d'Alberta. Le Dr Grant Fleming, doyen de la Faculté de médecine de l'Université McGill, et le Dr C. M. Hincks, directeur général du Comité national d'hygiène, collaboreront avec le Dr Hoadley.

Ce comité donnera aux instituteurs de nos écoles canadiennes des cours sur l'hygiène mentale et l'organisation des services scolaires destinés à amplifier l'enseignement de l'hygiène.

Il y a 19 ans, a déclaré le Dr Hincks, que le Comité national d'hygiène mentale étudie à ce point de vue la situation de toutes les provinces du Canada. Il est temps d'appliquer les conclusions de cette étude.

Le Dr Hincks a aussi affirmé que si les autorités ne prennent pas les moyens nécessaires pour prévenir les maladies mentales, il arrivera un moment où quatre enfants sur cent devront être internés dans des asiles d'aliénés.

Le Comité national d'Hygiène mentale est de formation relativement ancienne. Il comprend une section de la province de Québec, dont les officiers étaient, et sont probablement encore messieurs A. H. Desloges, Victor Doré, D. C. Logan, J. E. Dubé, S. Boucher. L'enquête que le Comité national se propose de faire cette année est d'importance. L'œuvre d'enseignement dans les écoles qu'il met à son programme touche à une matière, l'hygiène mentale, où les points de vue des psychiatres français et catholiques ne convergent pas toujours avec ceux de leurs collègues anglo-saxons. Enquête et enseignement doivent atteindre nos milieux canadiens-français tout autant que les autres. N'est-il pas étrange de constater qu'aucun des nôtres ne figure sur le sous-comité récemment constitué ? Tel qu'il est, pouvons-nous en attendre une appréciation juste de notre situation et des directives conformes à nos caractères ethniques ?...

Que ces messieurs du Comité enquêtent et enseignent chez eux, soit ; mais s'ils veulent venir chez nous, qu'ils aient au moins la décence de s'adjoindre quelqu'un qui puisse les éclairer, et par le fait même nous protéger.

Vous pouvez le répéter...

Le congrès des instituteurs de Montréal

Nos lecteurs ont entendu parler de ce congrès désormais fameux. Il existe depuis nombre d'années une association des instituteurs catholiques de la métropole. Cette alliance comprend maîtres et maîtresses laïques, à l'emploi de la Commission scolaire. Chaque année, en mai ordinairement, elle tient une ou deux journées d'études. Il appert aux rapports de l'alliance que l'on y traitait jadis, d'orthographe, de lecture, de rédaction, bref de divers sujets relevant de la pédagogie appliquée. Il nous souvient que jadis ces journées d'études ne faisaient ni grand bruit ni grand bien, dans une atmosphère dont l'enthousiasme ne dépassait pas le zéro degré centigrade.

Ce congrès, tenu cette année au début de décembre, a été une révélation. Changement d'équipe, changement de sujets d'études. Si les vieux qui dorment dans l'ombre et dans la nuit trouvent que ce congrès a fait quelque bruit, ils doivent aussi admettre qu'il fera un bien très grand. Il y fut question d'action catholique, d'action sociale, d'action nationale. Ces têtes de chapitres indiquent l'altitude à laquelle, sous de mystérieuses influences de l'Esprit qui souffle où il veut et à l'heure qu'il veut, les instituteurs catholiques se sont élevés. *L'Action nationale* qui a participé à ce congrès par la présence de ses directeurs s'en réjouit et félicite les maîtres d'écoles.

Ses résultats

Le premier résultat de ce congrès, c'est bien qu'à l'avenir on continuera dans cette voie; l'étude des grands problèmes d'éducation. L'éducation humaine et l'éducation nationale, voilà la grande déficience de nos écoles. Le deuxième résultat, c'est que l'opinion publique est maintenant au fait que nos

maîtres donnent dans le mouvement national, que le personnel enseignant de nos écoles entend travailler à la rénovation nationale, qu'il se rend compte que le redressement attendu est moins une question d'instruction qu'une question d'éducation. Il faut changer le climat de nos écoles.

Le congrès a adopté maintes résolutions. La plus importante a trait à l'enseignement de l'anglais. Alors que des pédagogues tiennent absolument à nous abrutir avec le bilinguisme scolaire, voici que des praticiens de l'enseignement protestent. Ils voient tous les jours les méfaits de cette théorie. Des anglicisateurs veulent hâter l'étude de l'anglais, voici que tout le personnel enseignant se prononce à l'unanimité en faveur du recul de l'étude de l'anglais. Remarquez bien que les tenants de cette opinion sont des gens au courant de la question bien plus que les pédagogues de bureau et de club. Comme il s'agit, selon nous, d'une question de l'ordre du sens commun, nous préférons la résolution unanime des instituteurs à l'opinion défaitiste de pédagogues en redingotes ou en...

Les méfaits du bilinguisme pédagogique

Leur évidence est cruciale, chez nous. Si l'on ne met pas frein à sa vogue insensée, ce bilinguisme nous acculera irrémédiablement à la déchéance nationale. Ennemi de notre esprit français, ce bilinguisme nous abâtardit. Il nous enlève la maîtrise de notre langue et nous empêche de participer aux bienfaits que recèle la culture française. Au point de vue moral, il fait de notre peuple un peuple de serviteurs. Notre jeunesse n'a plus d'ambition que pour travailler au service des firmes anglaises. Si l'anglais est la clef du succès, pourquoi s'attarderait-elle à édifier quelque chose de neuf ?

Méfaits intellectuels et moraux qui tiennent au fait que le bilinguisme généralisé crée une infériorité psychologique. Maintes fois, les directeurs de la ligue ont répété cette vérité, dans leur hardiesse à rattacher notre infériorité à quelque cause. Cette affirmation, on la trouve sous la plume de l'abbé Groulx, d'Esdras Minville, d'Hermas Bastien qui déclare dans *Conditions de notre destin national*, que le bilinguisme est le

symptôme d'une race qui va disparaître. On croyait tout cela de l'apriori, des aveux d'anglophobie. Voici que des *tests*, effectués en divers pays affligés du bilinguisme scolaire, que des observations menées en maints pays d'Europe par des pédagogues habitués à l'expérimentation, bref voici une déclaration qui devra faire taire tous nos anglomanes. Elle est extraite d'un ouvrage d'Edouard Pichon. *Développement psychique de l'enfant et de l'adolescent*".

"Le bilinguisme est une infériorité psychologique. Cette conclusion pessimiste est celle de tous les auteurs qui ont, sur du matériel concret, étudié réellement la question: M. Epstein, en France, M. Braunhausen et M. Decroley en Belgique, M. Wagener et M. Ries en Luxembourg, M. Meyhoffer et M. Mockli en Suisse, M. Jespersen en Angleterre et en Scandinavie, Mlle Saes au pays de Galles, M. Smith aux États-Unis, M. Gali en Catalogne, M. Couka en Tchécoslovaquie, M. Henns et M. Yoshioka par la comparaison respective des Allemands et des Japonais vivant dans leur pays et de ceux résidant à l'étranger."

"Cette nocivité du bilinguisme, continue M. Pichon, est explicable; car, d'une part, l'effort demandé pour l'acquisition de la seconde langue semble diminuer la quantité disponible d'énergie intellectuelle pour l'acquisition d'autres connaissances; d'autre part et surtout, l'enfant se trouve ballotté entre des systèmes de pensée différents l'un de l'autre; son esprit ne trouve d'assiette ni dans l'un ni dans l'autre, et il les adultère tous les deux, en les privant de leurs originalités et en se privant par là lui-même des ressources accumulées depuis des siècles par ses prédécesseurs dans chaque idiome. Comme le dit fort bien M. Laurie, sa croissance intellectuelle n'est pas doublée, mais diminuée de moitié; son unité d'esprit et de caractère a beaucoup de peine à s'affirmer".

Le congrès de la langue française

Il aura lieu en juin, vingt-cinq ans après celui de 1912. Les organisateurs convient tous les groupes à assister à ces agapes de l'esprit français. A des agapes de ce genre, on peut

servir toutes sortes de mets. Il faudrait qu'ils ne soient pas uniquement assaisonnés à l'académisme. L'académisme, c'est le sport des verbo-moteurs qui parlent pour le plaisir de s'entendre dire des vérités très générales sans se soucier que le programme d'un congrès de ce genre doit sa valeur au redressement qu'il permettra d'effectuer en notre vie française. Ce devrait être une rétrospective. Par des expositions d'oeuvres, des statistiques, des graphiques il faudrait montrer ce que nous avons réalisé de concret quand nous n'éprouvions pas le besoin de prouver que nous sommes d'esprit français mais que nous nous contentions de l'être, simplement. Le visage de notre pays ne semble pas indiquer que nous ayons tant que cela préservé notre esprit français. Nous avons maquillé l'esprit, parce que nous avons laissé s'altérer nos âmes. Ayant perdu quelques-unes de nos qualités d'âmes, nous en sommes à demander à nos concitoyens des actes correspondant à une originalité qui s'émousse. L'esprit étant conservé par l'école, laquelle, en façonnant les esprits, façonne l'ambiance, il faudra accentuer crânement le mouvement de nationalisation de notre éducation. Notre peuple, qui croit que la lumière vient d'en haut, s'attend à des directives précises et nettes.

Etienne ROBIN

...Il est de plus en plus généralement reconnu que c'est, en principe, pécher contre toute saine pédagogie que de donner à un enfant l'enseignement primaire dans une langue autre que sa langue maternelle...

FRANCK L. SCHOELL
Agrégé de l'Université de Paris

(La langue française dans le monde, 1936)

En marge d'un entretien

Une heure avec M. Emmanuel Mounier, directeur de la revue *Esprit*, n'est certes pas stérile: M. André Laurendeau nous l'a largement montré ici même dans la livraison de janvier. L'entretien d'allure doctrinale, décidée, audacieuse même, nous apportait une pensée riche, encore vibrante sous le schématisme inévitable de tout reportage, fût-il de qualité supérieure. C'est tout le "mécanisme infernal" de l'économie moderne qui devant nous était démonté, analysé en ses rouages obscurs, dénoncé en son principe contre nature, la fécondité de l'argent.

A titre documentaire, cette vigoureuse démonstration valait la peine d'être connue chez nous. C'est toujours un tonifiant que la pensée d'un homme d'étude et de réflexion personnelle s'attaquant aux problèmes les plus complexes et les plus actuels. Même si, dans son ambition louable de rénover, d'assainir, elle se pare de formules aux arêtes trop vives, au contenu discutable, voire inacceptable en bloc.

A titre documentaire également (et à tout le moins, car l'*Action Nationale* ne peut se désintéresser de l'aspect doctrinal), quelques remarques hâtives en marge de cet entretien.

Et d'abord, d'une manière générale, dans une question aussi touffue d'ordre à la fois économique et moral, il y a toujours grand risque à énoncer

un principe de solution péremptoire en des formules à l'emporte-pièce, même si on les puise dans les ouvrages de saint Thomas. La cause de tous nos maux, selon M. Mounier, est une notion contre nature de l'argent, sa fécondité propre: ce qui est immoral au premier chef. De là l'immoralité foncière du prêt à intérêt, fixe et perpétuel, celui qui se pratique couramment de nos jours, qui est en somme érigé en institution sociale et juridique. Et tout cela est la tradition chrétienne dans "son expression la plus pure".

"Rares, nous dit M. André Laurendeau, sont chez M. Mounier les formules de tout repos, auxquelles on aime doucement à se reporter". Que ce soit ici parfaitement exact, les théologiens n'y contrediront point. Ils trouveront à bon droit que la condamnation radicale du prêt à intérêt, même comme institution, est en opposition réelle avec leur enseignement. En effet, ils sont loin de jeter l'anathème au prêt à intérêt; en pratique ils ne le peuvent pas, car l'Église elle-même ne le condamne pas d'une manière générale, puisqu'elle permet aux fidèles de considérer en toute sûreté de conscience le taux légal comme un titre légitimant par lui seul une rémunération en argent pour une somme prêtée. De nombreuses réponses de la Sacrée Pénitencerie, et surtout le canon 1543 du nouveau Code de droit ecclésiastique ne laissent aucun doute pratique à ce sujet.

Cependant l'explication théorique de cette règle sûre de conduite morale reste ouverte à la discussion. Le législateur ecclésiastique n'avait pas à

prouver le bien-fondé de sa loi; mais il est de toute évidence qu'on ne peut la taxer d'immoralité ou d'injustice. Pour la grande majorité des théologiens ce n'est là que l'aboutissement normal du labeur incessant des docteurs catholiques aux prises avec la réalité mouvante et les principes immuables. Il n'y a là nul "relâchement" dans la doctrine, nul jeu d'"équilibriste".

Pas de relâchement dans la doctrine. M. Mounier en appelle vigoureusement à son expression chrétienne la plus pure, traditionnelle, celle de saint Thomas. Précisément, les théologiens de notre génération et les plus célèbres (sans en mentionner d'autres aux siècles passés) légitiment le prêt à intérêt par les principes mêmes du docteur Angélique! Il suffit de lire le clair exposé du regretté P. Vermeersch, S.J., du P. Merkelbach, O.P., ou du P. Spicq, O.P. Ces maîtres ne croient pas pour autant diluer l'enseignement du Maître. Ils l'ont, au contraire, plus parfaitement assimilé, et ne se sont pas cru interdit de l'assouplir. Il serait, de fait, étrange que saint Thomas avec tout son génie et celui de ses contemporains ait tout prévu, tout solutionné. Une doctrine évoluant en vertu de son dynamisme interne ne se relâche pas; elle s'enrichit en se perfectionnant elle-même. Au reste, pourquoi au besoin ne pas la vivifier de l'extérieur?

Que l'argent ne "fasse pas de petits", qu'il soit stérile de sa nature, qu'il se consume par l'usage, on l'admet volontiers; et la première partie du canon 1543 va dans ce sens. En toute rigueur, nous croyons pourtant qu'une telle notion n'est

pas nécessairement immuable, puisqu'on l'a tirée en somme de la destination habituelle de l'argent à telle époque. Et de plus, comme l'a très justement remarqué M. Defourny dans son étude sur Aristote, le moraliste ne légifère pas pour des cas possibles ou imaginés, ou très rarement réalisés.

Mais soit ! En ce cas on doit admettre avec saint Thomas qu'en plus de son usage premier, qui est de se consumer, il y a place pour un usage second de l'argent, qui, lui, est susceptible d'évaluation (2a, 2ae, q. 78, a. 1, ad 6um) ; également que des titres extrinsèques, et spécialement le manque à gagner, permet une compensation équitable. Et pourquoi d'autres titres, non prévus explicitement par le Maître, ne trouveraient-ils pas à se loger commodément, tel le seul fait du législateur civil, qui pour encourager les échanges et donc la circulation des biens, accorde une légère compensation, ou plus exactement intervient dans le contrat pour y ajouter une obligation nouvelle, en vertu de l'"*altum dominium*" sur les biens des particuliers ? Et il arrive aussi que par la plus grande facilité des échanges à notre époque, l'usage second de l'argent prime habituellement le premier, qu'il y a toujours présomption en sa faveur.

Jeu d'équilibriste, alors, entre des principes qu'on ne veut pas lâcher et la réalité concrète ? En ce cas, le canon 1543 en serait un exemple officiel ! Disons plutôt adaptation intelligente d'un principe fécond, application judicieuse d'une norme objective dans le cadre de la production actuelle. Bref, acceptation loyale, quoi qu'on dise, du droit naturel, sou-

vent violé hélas ! par une surenchère de la compensation, mais acceptation qui n'exclut pas une compréhension profonde de l'échange, de ses facilités contemporaines, de l'universalité du manque à gagner et surtout de ces virtualités de l'argent, dont parlait déjà saint Thomas (q. 78, a. 1).

De ces brèves remarques, qui laissent soupçonner une riche élaboration théologique au sein de la tradition, on voit aisément que si l'on veut s'en tenir avec une trop grande rigidité à un principe statique, on simplifie hâtivement un problème complexe à l'extrême. M. Mounier n'y a pas échappé, malgré d'excellentes charges contre le capitalisme-profit et l'usure sous toutes ses formes. Il part d'un principe communément admis aujourd'hui encore, mais il laisse de côté trop tôt certains développements de saint Thomas lui-même. Si bien qu'aussitôt la première conséquence qu'il énonce est par là-même incomplète, puisqu'elle ne tient aucun compte de l'usage second de l'argent. Et la deuxième est franchement inexacte, contraire à l'enseignement du Docteur Angélique dont il se réclame, à savoir que le travail est la seule source légitime de profit. On peut lire, en effet, dans la Somme Théologique à la question du négoce, qu'on peut vendre plus cher un objet qu'on a acheté, soit parce qu'on l'a amélioré (cas du travail), soit parce que le prix en a monté (2a 2ae, q. 77, a. 4, ad 2). Où est ici le travail ? Ce n'est plus que la variation de valeur d'un bien fongible, suivant l'estimation commune, fruit normal de l'offre et la demande. C'est donc que le mécanisme naturel

des échanges a fait varier la valeur que l'argent représente, et partant qu'un profit est acquis au vendeur sans aucun travail de sa part.

Vraiment oui, M. Laurendeau a raison: de telles formules ne sont pas de tout repos!

THEOLOGUS

LES LIVRES de nos DIRECTEURS

Deux nouveautés

“Notre maître, le passé”

Deuxième série

Par l'abbé Lionel GROULX

310 pages — \$1.00



“L'Enseignement de la Philosophie”

TOME I: Au Canada français

Par Hermas BASTIEN

240 pages — \$1.00



EN VENTE AU

Secrétariat de l'Action Nationale

3472, rue Hutchison, Montréal

LISEZ

L'Ordre nouveau

— pour connaître la doctrine
sociale catholique et ses appli-
cations pratiques au Canada.

\$1.00 par année

SECRÉTARIAT DES SEMAINES SOCIALES
1961- rue Rachel Est, Montréal

LAIT & CRÈME pasteurisés ● LAIT & CRÈME acidulés
LAIT & CRÈME homogénéisés
YOGHOURT naturel ou cerise ● FROMAGES "ORBIS"
LAIT CHOCOLAT "MILACO"

LAITERIE CANADIENNE Limitée

Groupe de laitiers indépendants

6740, rue de Gaspé, MONTRÉAL — Tél. CR. 7878

D.-C. BROSSEAU & Cie, Limitée ÉPICIER
EN GROS

Ismael Lafabre, Prop.

IMPORTATEURS DE THÉ, PRODUITS ALIMENTAIRES, Etc.

405 RUE ST-DIZIER - - - - MONTRÉAL

Tél. HArbour 5225-5226-5227



La Coopération
Le Travail
L'Économie

sont les facteurs essentiels de tout retour de prospérité.

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL

FONDÉE EN 1846

Coffres de sûreté à tous nos bureaux. :: Service de "La garde des titres" au Bureau Principal.

5325

SUCCURSALES DANS TOUTES LES PARTIES DE LA VILLE.

Ecole Polytechnique de Montréal

Fondée en 1873

TRAVAUX PUBLICS

INDUSTRIE

TOUTES LES BRANCHES DU GENIE

PRINCIPAUX COURS:

Mathématiques	Physique
Chimie	Descriptive
Dessin	Mécanique
Electricité	Hydraulique
Minéralogie	Géologie
Arpentage	Géodésie
Mines	Métallurgie
Machines thermiques	Voirie
Constructions civiles	Ponts
Génie sanitaire	Chimie industrielle
Résistance des Matériaux.	

Laboratoires de Recherches et d'Essais

1430, rue Saint-Denis,

MONTREAL

Téléphones :

Administration	-	-	Lancaster 9207
Laboratoire provincial des Mines	-	-	Lancaster 7880

PROSPECTUS SUR DEMANDE

69^e
ANNIVERSAIRE
LUNDI
8
MARS

**Voici le plus grand événement
commercial de l'année**

SUIVEZ NOS ANNONCES

Dupuis Frères
LIMITÉE

MONTREAL

ÉCOLE TECHNIQUE

185 Boulevard Langelier, Québec

Fondation du Gouvernement Provincial

ENSEIGNEMENT THÉORIQUE

Dessin — Mathématiques — Sciences

ENTRAÎNEMENT MANUEL

Mécanique d'automobile et d'ajustage —
Forge — Fonderie — Menuiserie — Modèlerie
Electricité

DIPLÔME OFFICIEL

Des bourses sont accordées aux élèves méritants

Prospectus sur demande

SOLIDARITE

Pratiquons l'économie, qui consiste à tirer le meilleur parti de toutes choses. Déposons nos épargnes dans une grande institution de crédit, qui prête une large part de ses ressources à l'agriculture, au commerce et à l'industrie. Ainsi, nous ferons d'une pierre deux coups: notre capital d'épargne sera en sûreté et nous rapportera des intérêts, et il alimentera l'activité économique dont tout le monde profite.

BANQUE CANADIENNE NATIONALE

550 bureaux au Canada

En Vacances pour la Vie!



OUI, mes enfants !
Rentier à 60 ans, grâce à
une police que j'ai eu le
bonheur de prendre dans
LA SAUVEGARDE
il y a 20 ans . . . "

Voulez-vous un plan d'assurance
qui protégera les vôtres en cas
de malheur et vous procurera à
vous-même une vieillesse heureuse
et tranquille, à l'abri des soucis
d'argent ?

Consultez
notre
représentant



La Sauvegarde

assurances
sur la vie

